

Chapitre 4

La mondialisation et l'économie tchèque : quelle stratégie adopter ?

Avec une situation géographique favorable et des coûts de main-d'œuvre peu élevés, la République tchèque attire massivement les investissements de création et le secteur manufacturier travaillant pour l'exportation joue un rôle majeur dans la croissance robuste de l'économie tchèque. Dans le présent chapitre, nous analyserons ce processus de manière approfondie et nous nous intéresserons à d'autres effets de la mondialisation sur l'économie, tels que l'évolution des marchés de détail et le développement des services entrant dans les échanges internationaux. Nous examinerons aussi les conséquences de ces phénomènes du point de vue de l'action publique. En général, les politiques à mettre en œuvre pour exploiter les avantages de la mondialisation sont les mêmes que celles qu'il faut appliquer pour stimuler la croissance économique globale. Néanmoins, certains domaines requièrent une attention particulière : les incitations à l'investissement, l'aide aux petites et moyennes entreprises, l'infrastructure urbaine et de transport et la politique de l'immigration.

L'économie tchèque est en pleine mondialisation. Les flux d'échanges sont énormes, du fait du mouvement des intrants importés et de la production que les usines déversent souvent dans des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le pays jouit d'une situation géographique avantageuse et, avec la récente extension de l'accord de Schengen, il n'y a plus aucun contrôle à ses frontières. Le coût de la main-d'œuvre figure sans doute en bonne place parmi les critères pris en compte par les entreprises pour s'implanter dans le pays. Comme ailleurs, les consommateurs profitent d'importations de produits manufacturés à bas prix qui entrent dans le pays par le canal de chaînes de distribution compétitives. Cependant, exploiter les avantages de la mondialisation n'est pas chose facile et l'on trouvera dans l'encadré 4.1 des recommandations d'action en vue de surmonter les obstacles.

Encadré 4.1. **Recommandations d'action concernant les stratégies de mondialisation**

Conditions générales

Pour mettre à profit les avantages de la mondialisation, il faut assurer des conditions générales qui soient saines pour la croissance. Il importe de mettre en œuvre une stratégie budgétaire prudente et de maintenir l'inflation stable tout en appliquant des mesures de politique structurelle qui influent sur l'environnement offert aux entreprises, telles que la réglementation du secteur des entreprises, l'imposition des sociétés et de la main-d'œuvre, les politiques en matière d'éducation et d'innovation.

Politique commerciale

Une libéralisation accrue du secteur des services est indispensable pour permettre à la concurrence internationale de jouer.

Aide à l'investissement

Il faudrait dresser un inventaire général des programmes d'incitations à l'investissement. Ces dispositifs devraient être étayés par un contrôle plus efficace des entreprises qui en bénéficient. Les autorités devraient s'appuyer sur les résultats de l'évaluation des programmes pour décider éventuellement de réduire encore les aides. Par ailleurs, des critères supplémentaires d'admissibilité pourraient être pris en considération afin de mieux cibler le soutien aux entreprises.

Il faudrait limiter les subventions et avantages supplémentaires (infrastructures publiques, par exemple) qui sont souvent négociés entre les collectivités locales et les investisseurs.

Toute nouvelle réduction des conditions minimums à remplir pour pouvoir prétendre à une aide à l'investissement devrait être évaluée compte tenu des programmes ciblés sur les PME, afin d'éviter des doublons et un soutien excessif à ces dernières.

Encadré 4.1. **Recommandations d'action concernant les stratégies de mondialisation** (suite)

Dispositifs d'aide aux PME travaillant pour l'exportation

L'extension des programmes d'aide aux PME exportatrices devrait être fondée sur une évaluation continue des programmes.

Les services aux PME travaillant pour l'exportation devraient être renforcés par la publication d'études de cas, des stages de formation et une bonne information sur les aides disponibles.

Il faudrait veiller à la cohérence des programmes en faveur des PME. À titre d'exemple, l'aide à la mondialisation devrait concorder avec le soutien en faveur de l'innovation, les parcs technologiques, les groupes intégrés d'entreprises, les pépinières d'entreprises et les centres de transfert de technologie.

Il faudrait envisager un nouvel élargissement des responsabilités de CzechInvest et, en particulier, une fusion avec CzechTrade.

Mesures visant à améliorer les liaisons de transport

Les possibilités beaucoup plus grandes de financement de l'UE soulignent la nécessité d'assurer l'efficacité des marchés publics en matière d'investissement dans le transport.

Il faudrait concevoir et mettre en œuvre des partenariats public-privé avec un partage approprié du financement et des risques avec le secteur privé. Il faudrait en outre établir des directives strictes et détaillées énonçant les critères à prendre en compte pour les projets et envisager de passer des contrats de performance.

Dans le secteur du transport ferroviaire, il faudrait prêter une plus grande attention à la réduction des obstacles à l'entrée afin d'assurer la concurrence entre les fournisseurs et de parvenir à un équilibre entre la route et le rail qui favorise l'efficacité.

Faire jouer un rôle mondial à Prague

Il faudrait continuer de donner la priorité au maintien de la région économique de Prague comme pôle de croissance.

Il faudrait une action plus énergique afin d'assurer un bon système de transport régional face à une demande croissante (et en évolution) de la part des usagers qui doivent se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail, du tourisme et des entreprises.

Mondialisation et emploi

Le projet de création d'un système de « carte verte » est une bonne initiative. Il faudrait concevoir ce dispositif en s'inspirant de l'expérience acquise avec le programme pilote et des programmes qui ont donné de bons résultats dans d'autres pays de l'OCDE.

En cas de crise grave sur le marché du travail, les autorités devraient centrer leur effort sur l'ajustement des programmes universels existants (tels que les régimes d'indemnisation du chômage).

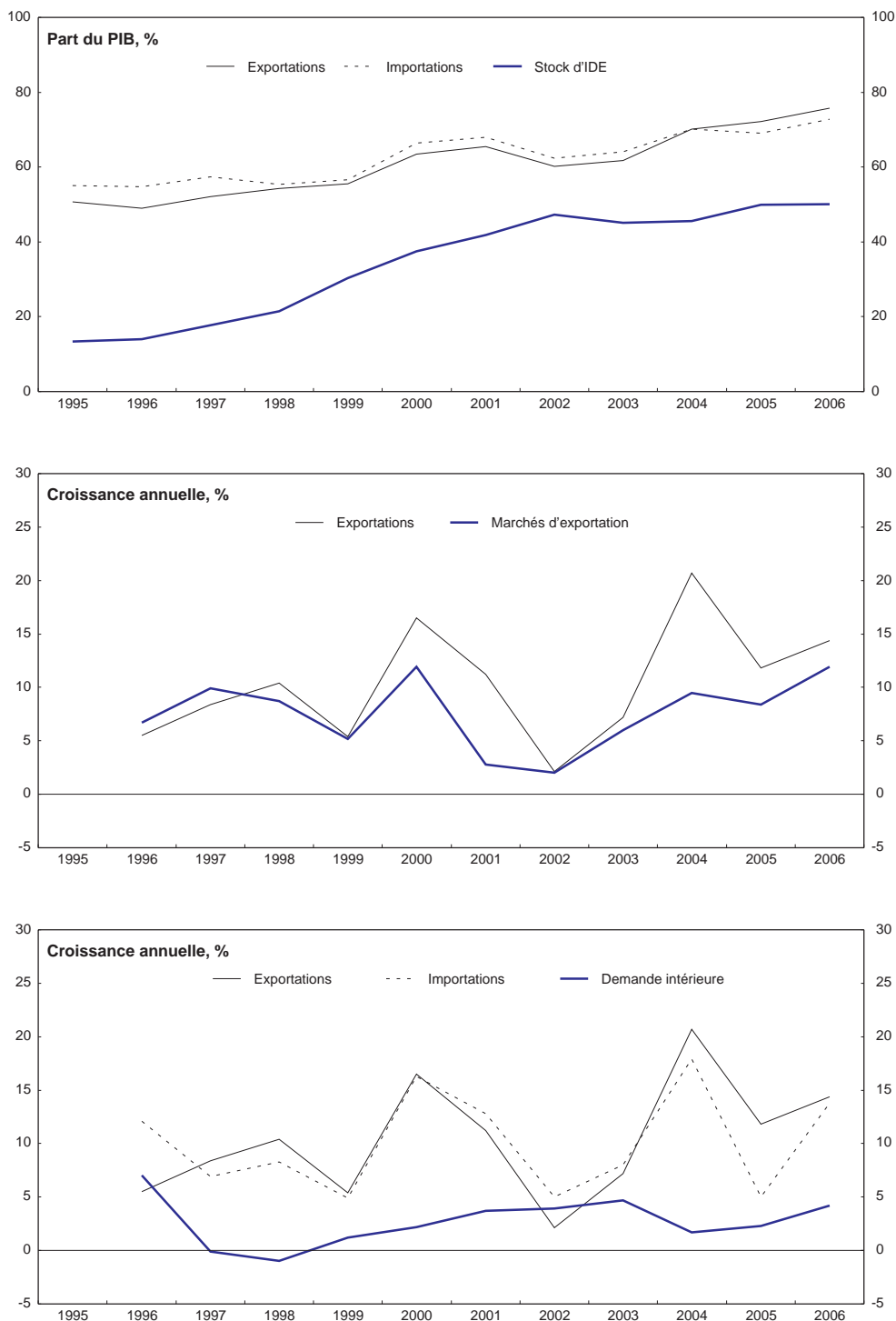
Un programme équilibré de mesures pour la plupart bien connues s'avère également nécessaire. En particulier, il faut accroître la flexibilité des marchés du travail, promouvoir l'activation des chômeurs et instaurer une formation effective tout au long de la vie.

Quel rôle la mondialisation joue-t-elle dans l'économie tchèque ?


D'importants volumes d'échanges et d'investissement direct étranger

L'économie tchèque est hautement intégrée dans les échanges et l'investissement mondiaux. Le volume de ses échanges est très élevé par rapport à sa taille (mesurée approximativement par la population, graphique 4.1). En pourcentage du PIB, les échanges

Graphique 4.1. Configuration des échanges de biens et de services et de l'investissement¹

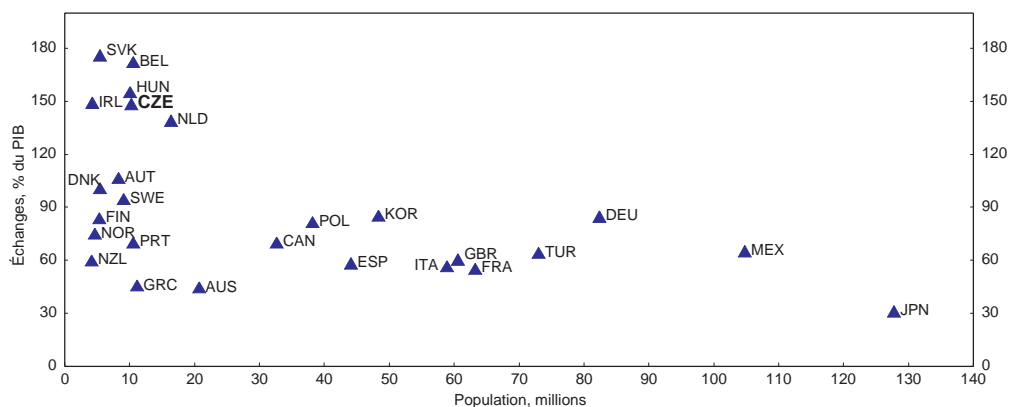


1. Les échanges sont les exportations et les importations de biens et de services. Les données se rapportent à 2006.
 Source : OCDE, Base de données des comptes nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315372674776>


de biens et de services (exportations plus importations) représentent l'équivalent d'environ 150 % du PIB, une des proportions les plus fortes parmi les pays de l'OCDE, comparable à celles de la Hongrie et de la Slovaquie. Les parts de marché d'exportation augmentent régulièrement depuis une dizaine d'années (graphique 4.2). De plus, durant les phases de reprise conjoncturelle, les exportateurs tchèques paraissent gagner des parts de marché, qu'ils ne perdent pas en période de ralentissement de l'activité.

Graphique 4.2. **Échanges et population**¹



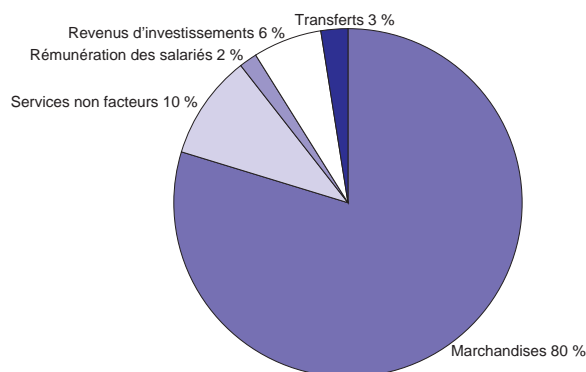
1. L'IDE est le stock d'investissement direct en provenance de l'étranger ; les bénéfices réinvestis et les autres capitaux ne sont pas pris en compte en 1995 et 1996. Les marchés d'exportation sont une moyenne pondérée des importations du reste du monde (c'est-à-dire les exportations existantes et potentielles de la République tchèque). Les coefficients de pondération sont calculés en pourcentage des flux d'échanges de biens et de services en 2000. La demande intérieure est la consommation privée et publique et la formation brute de capital fixe.

Source : Banque nationale tchèque ; OCDE, *Perspectives économiques* et Bases de données des comptes nationaux.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315377304646>

Les échanges de biens sont la principale composante du commerce extérieur tchèque, représentant environ 80 % du total (graphique 4.3). Le secteur manufacturier travaillant pour l'exportation y contribue pour beaucoup. Cette activité explique pour une grande part le degré assez élevé de corrélation entre les exportations et les importations (graphique 4.2) du fait que la production nécessite l'importation de volumes importants de matières premières et de produits semi-finis. Cela explique la forte proportion d'échanges intrabranche, en particulier dans le cas du commerce avec l'Allemagne (tableau 4.1).

Graphique 4.3. **Ventilation des opérations courantes, 2006**



Source : Banque nationale tchèque.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315377565551>

Tableau 4.1. **Échanges intrabranche pour l'ensemble du secteur manufacturier**
En 2005, en % des échanges totaux de produits manufacturés

| | Allemagne | UE15 | UE12 nouveaux pays | Asie | Total |
|---------------------|-----------|------|--------------------|------|-------|
| République tchèque | 69 | 59 | 49 | 13 | 71 |
| Autriche | 75 | 65 | 51 | 19 | 79 |
| Belgique | 72 | 60 | 32 | 33 | 82 |
| Hongrie | 67 | 55 | 43 | 11 | 73 |
| Irlande | 38 | 29 | 20 | 23 | 43 |
| République slovaque | 53 | 44 | 49 | 11 | 61 |
| Allemagne | – | 59 | 57 | 27 | 74 |

Source : Calculs de l'OCDE, établis sur la base des codes de classification à 4 chiffres de la CTCI.

Les flux d'investissement direct étranger (IDE) sont considérables. Les intérêts étrangers ont toujours joué un rôle de premier plan dans le développement économique de la République tchèque (encadré 4.2). De fait, le stock d'IDE représente actuellement l'équivalent d'environ 40 % du PIB, une part relativement élevée (OCDE, 2007a). Les chiffres correspondants pour la Hongrie, la Slovaquie et la Pologne sont respectivement de 35 %, 30 % et 25 %¹. Si, dans les années 90, l'investissement dans les installations existantes (privatisations, fusions et acquisitions) dominait, les investissements *ex nihilo* l'ont récemment détrôné. Comme il est indiqué au chapitre 1, l'activité d'IDE a des effets sur la balance des paiements. Le déficit de la balance des revenus du compte des opérations courantes s'est creusé depuis 2000 en raison d'une hausse des rapatriements de bénéfices et des bénéfices réinvestis par les filiales des multinationales étrangères. Ce solde compense largement les excédents réunis de la balance commerciale et de la balance des services.

Encadré 4.2. **Une économie caractérisée par une forte tradition entrepreneuriale**

Si l'on replace dans une perspective historique les questions examinées dans le présent chapitre, il importe de noter qu'avant la Seconde guerre mondiale le PIB par habitant de la Tchécoslovaquie était comparable à celui de l'Autriche. Cette réussite économique a été tirée par le dynamisme du secteur des entreprises (Dyba, 2008), qui a pleinement participé à l'industrialisation tardive de l'empire des Habsbourg. Entre les deux guerres mondiales, la Tchécoslovaquie a été parmi les dix premiers producteurs mondiaux de produits manufacturés, en particulier pour la production de machines industrielles, implantée principalement sur les territoires tchèques. Dès cette époque, les producteurs tchèques étaient fortement intégrés dans les échanges avec l'Europe occidentale ; une bonne partie des actifs financiers et industriels du pays appartenait à des intérêts étrangers, surtout français et britanniques. Cela souligne le fait que, s'agissant des évolutions observées depuis le début des années 90, il vaudrait mieux parler de retour de la République tchèque dans la production mondiale plutôt que d'entrée tout court.

Les multinationales du secteur manufacturier jouent un rôle clé

Actuellement, les multinationales contribuent pour moitié environ à la valeur ajoutée totale dans le secteur manufacturier. C'est l'une des plus fortes proportions dans l'UE, encore qu'elle soit inférieure à celles de la Hongrie et de la Slovaquie (OCDE, 2007a). Leur part dans l'emploi est plus faible, en raison d'une assez haute productivité. Les

filiales étrangères représentent aussi un pourcentage relativement important des dépenses de R-D.

La production des multinationales a modifié la structure des échanges. En particulier, les exportations se sont concentrées davantage dans certains secteurs (voir tableau 4.2). À titre d'exemple, les six plus grandes branches d'activité de la CTCI, d'après les codes à 4 chiffres (il y a environ un millier de catégories dans cette classification) représentent à peu près 25 % des exportations totales de marchandises, contre 16 % en 1999 (tableau 4.2). La rapide expansion des échanges de voitures et de produits électroniques, y compris les pièces détachées, les accessoires et les composants, explique pour une grande part cette évolution. Certains secteurs se sont développés très rapidement. Notamment, les unités de traitement numériques (qui se classent maintenant au troisième rang des exportations) arrivaient en 172^e position en 1999, tandis que les téléviseurs (qui occupent aujourd'hui le cinquième rang) se trouvaient en 80^e position.

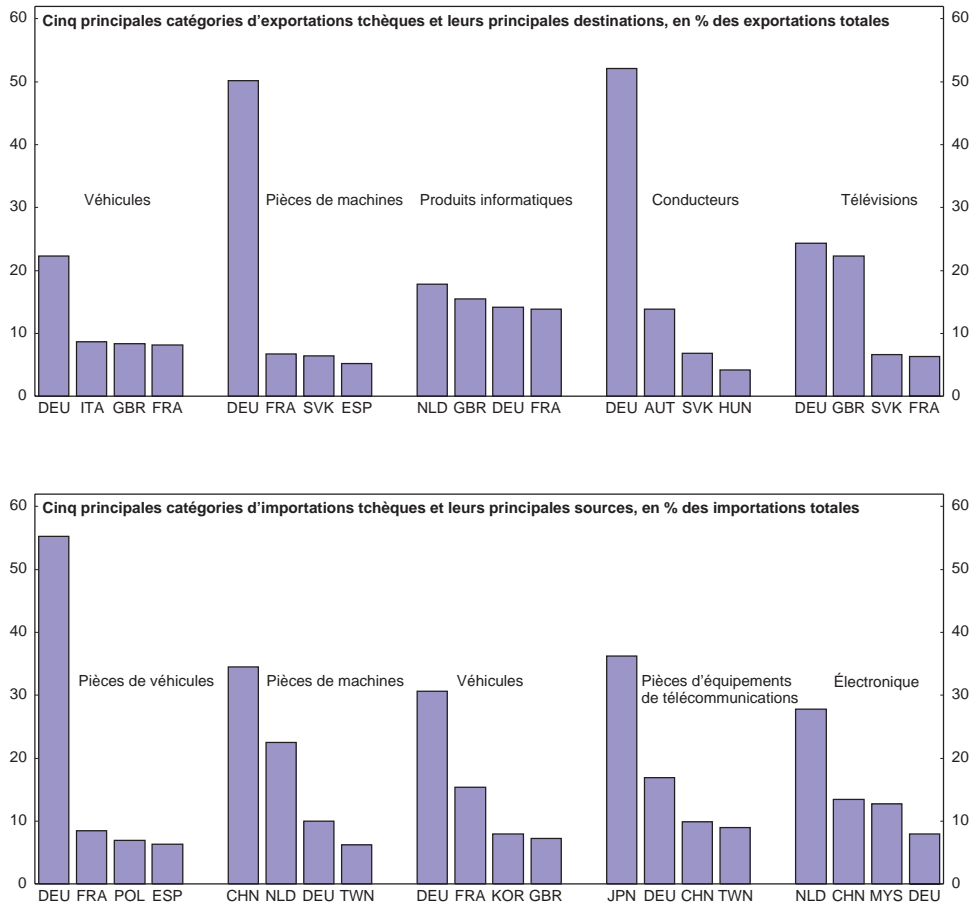
Tableau 4.2. Principales catégories d'exportations et d'importations

| Six premières catégories d'exportations (classées selon la part dans les exportations) | Code de classification à 4 chiffres de la CTCI | Part en % des exportations totales en 2006 | Part (cumulée) en % des exportations totales | Part en % des exportations totales en 1999 | Part (cumulée) en % des exportations totales | Rang en 1999 |
|--|--|--|--|--|--|--------------|
| 1) Véhicules automobiles | 7 812 | 8.9 | 8.9 | 8.1 | 8.1 | 1 |
| 2) Pièces détachées et accessoires pour véhicules automobiles | 7 843 | 6.7 | 15.7 | 5.2 | 13.3 | 2 |
| 3) Unités de traitement numériques | 7 523 | 3.2 | 18.9 | 0.1 | 13.4 | 172 |
| 4) Fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité | 7 731 | 2.2 | 21.1 | 2.0 | 15.5 | 3 |
| 5) Appareils récepteurs de télévision | 7 611 | 2.1 | 23.1 | 0.3 | 15.7 | 80 |
| 6) Pièces détachées et accessoires pour machines spécialisées | 7 599 | 1.6 | 24.8 | 0.5 | 16.2 | 35 |
| Six premières catégories d'importations (classées selon la part dans les importations) | Code de classification à 4 chiffres de la CTCI | Part en % des importations totales en 2006 | Part (cumulée) en % des importations totales | Part en % des importations totales en 1999 | Part (cumulée) en % des importations totales | Rang en 1999 |
| 1) Pièces détachées et accessoires pour véhicules automobiles | 7 843 | 4.4 | 4.4 | 3.5 | 3.5 | 1 |
| 2) Pièces détachées et accessoires pour machines spécialisées | 7 599 | 3.2 | 7.6 | 0.8 | 4.3 | 15 |
| 3) Véhicules automobiles | 7 812 | 2.4 | 9.9 | 2.4 | 6.7 | 2 |
| 4) Pièces détachées et accessoires pour équipements de télécommunication | 7 649 | 2.0 | 11.9 | 0.8 | 7.6 | 13 |
| 5) Circuits intégrés et micro-assemblages électroniques | 7 764 | 1.9 | 13.8 | 0.8 | 8.4 | 16 |
| 6) Médicaments | 5 429 | 1.6 | 15.4 | 1.6 | 10.0 | 5 |

Source : Office statistique tchèque.


La ventilation géographique des échanges diffère radicalement de ce qu'elle était au début des années 90. En particulier, l'abaissement des obstacles au commerce a entraîné deux évolutions structurelles majeures (graphique 4.4) :

- Une expansion spectaculaire des échanges de produits manufacturés avec l'Union européenne. L'Allemagne, en particulier, apparaît comme le plus important partenaire commercial de la République tchèque dans presque toutes les principales catégories d'exportations, ainsi que dans plusieurs des principales catégories d'importations.
- Des importations grandissantes en provenance d'Asie. Les échanges avec les pays asiatiques sont particulièrement intenses dans le domaine des pièces détachées et des

Graphique 4.4. Principales catégories d'exportations et d'importations, avec chacun des principaux partenaires commerciaux¹

1. Les produits d'exportation, de gauche (principales catégories d'exportation) à droite, sont les véhicules automobiles (7 812), les pièces détachées et accessoires pour véhicules automobiles (7 843), les unités de traitement numériques (7 523), les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité (7 731), les appareils récepteurs de télévision (7 611). À titre d'exemple, la principale catégorie d'exportations de la République tchèque en 2006 était celle des véhicules automobile et 22 % de ces produits venaient d'Allemagne. Les chiffres indiqués entre parenthèses sont les codes à 4 chiffres de la CTCl révision 3, qui désignent une catégorie de produits. Les produits d'importation, de gauche (principales catégories d'importations) à droite, sont les pièces détachées pour véhicules automobiles (7 843), les pièces détachées et accessoires pour machines spécialisées (7 599), les véhicules automobiles (7 812), les pièces détachées et accessoires pour équipements de télécommunication (7 649), les circuits intégrés et les microassembleurs électroniques (7 764). Les données se rapportent à 2006. Voir glossaire pour les codes pays.

Source : Office statistique tchèque.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315381427737>

accessoires pour machines industrielles spécialisées, ainsi que dans le domaine des équipements de télécommunication et des semi-conducteurs. Pour ces produits, la Chine, Taiwan et la Malaisie sont les principaux partenaires, vis-à-vis desquels la République tchèque enregistre un profond déficit commercial.

Jusqu'à présent, les entreprises étrangères ont toujours été plus rentables et plus productives que les entreprises nationales. Cela n'a rien de surprenant étant donné que, en comparaison des entreprises tchèques, les multinationales travaillent souvent avec des niveaux de technologie plus élevés, ont de plus fortes capacités d'investissement en équipements et, dans bien des cas, appliquent des modèles d'entreprise et de gestion plus

avancés. Cela dit, on estime que l'écart de performance entre entreprises étrangères et nationales est moindre en République tchèque que dans les autres pays d'Europe centrale et orientale de l'OCDE, et qu'il se réduit au fil du temps.

La façon dont les multinationales interagissent avec les producteurs et les fournisseurs de services locaux est importante. Il est quasi certain que le transfert de savoir-faire commercial et technique a des retombées positives. Cependant, ces retombées revêtent des formes diverses et il est difficile de dire si, globalement, elles ont un impact important sur la productivité des entreprises nationales. Plusieurs analystes laissent sceptiques quant à l'ampleur de ces effets dans le contexte tchèque (voir, par exemple, Djankov et Hoekman, 2006 ; et Damijan *et al.*, 2003). Selon d'autres, ces effets seraient considérables (voir, par exemple, Sabirianova *et al.*, 2005 ; Ayyagari et Kosova, 2006 ; et Kosova, 2006)². Il est intéressant de noter que cette dernière étude souligne que les retombées positives mettent généralement du temps à se matérialiser. Les travaux de Hoekman et Javorcik (2004), par exemple, montrent que, au départ, les multinationales ont tendance à acheter leurs biens intermédiaires à l'étranger mais qu'ensuite elles s'adressent de plus en plus aux producteurs et fournisseurs de services locaux. Il est malgré tout difficile pour les entreprises nationales de concurrencer les multinationales car la sous-traitance industrielle et la fourniture de services pour les grands producteurs se sont elles-mêmes mondialisées dans de nombreux domaines (voir encadré 4.3). Dans le domaine des services, la mondialisation stimule la demande principalement dans les secteurs traditionnels.

Encadré 4.3. **La sous-traitance industrielle en République tchèque**

À côté de grands noms comme *Bosch*, *Honeywell*, *Panasonic*, *Procter & Gamble*, *Siemens* et *Toyota*, la sous-traitance industrielle est très répandue en République tchèque. Elle est souvent le fait de moyennes entreprises qui participent à la chaîne d'approvisionnement de grands acteurs par des activités de production ou d'assemblage. Cependant, plusieurs fabricants sous contrat sont eux-mêmes de grandes entreprises internationales.

La sous-traitance industrielle est particulièrement répandue dans le secteur de l'électronique. La République tchèque fabrique, par exemple, plus de 40 % de tous les ordinateurs vendus en Europe et une grande partie des consoles de jeu et des lecteurs MP3. De nombreux fabricants taiwanais sous contrat ont choisi ce pays comme base européenne (Czech Focus, 2007a). La plus grande de ces entreprises, *Foxconn*, produit des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables pour *Hewlett Packard* et *Dell*, ainsi que des consoles de jeu *Microsoft*. En 2006, *Foxconn* employait 4 000 personnes ; de nouveaux plans d'expansion ont été annoncés récemment (avec quelque 5 000 créations d'emplois).

La sous-traitance industrielle ne se limite pas à l'industrie électronique ou aux acteurs étrangers. *AERO Vodochody*, par exemple, une entreprise tchèque, fournit des pièces et des ensembles d'éléments à haute valeur ajoutée pour les avions, notamment les Boeing 757 et 767. Une autre compagnie de construction aéronautique, *Jihlavan*, fabrique des pièces pour *Saab*, *Airbus* et *GE Aircraft Engines*. La République tchèque compte aussi un grand nombre de fabricants sous contrat pour l'industrie automobile. Par ailleurs, la sous-traitance industrielle sert de catalyseur à de nombreuses entreprises de services, notamment dans le domaine de la conception d'ordinateurs et de logiciels.


Dans le domaine des services, la mondialisation stimule la demande principalement dans les secteurs traditionnels

Dans le secteur des services, la plus forte contribution aux exportations est celle du tourisme, qui concerne principalement la ville de Prague. Toutefois, d'autres secteurs de services ont subi d'importantes mutations ces dernières années, résultant, pour certaines, de la rapide expansion du secteur manufacturier. En particulier, la part des services de transport dans les échanges totaux s'est accrue de plus d'un tiers entre 2000 et 2006, représentant environ un quart des crédits totaux (graphique 4.5). Cette évolution s'explique principalement par la vigoureuse croissance du transport routier de marchandises. Le volume du fret ferroviaire et du transport « combiné » reste relativement peu important (voir plus loin).

Graphique 4.5. **Évolution de la structure des exportations de services**



Source : Banque nationale tchèque.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315415225583>

Certains secteurs de services n'entrant pas dans les échanges internationaux se ressentent fortement de la mondialisation en raison de l'entrée de multinationales sur le marché. C'est le cas notamment du commerce de détail. Les mesures prises ces dernières années pour accroître la concurrence dans le commerce de détail, notamment la réglementation très libérale des heures d'ouverture des magasins, ont permis une meilleure exploitation des économies d'échelle et de gamme, ce qui a renforcé la croissance de la productivité globale (Arnold et al., 2007). L'arrivée de grandes chaînes de supermarchés a joué un rôle décisif dans ces évolutions, modifiant la structure des marchés de la consommation et de l'offre. À l'heure actuelle, les dix plus grands

distributeurs sont des entreprises étrangères. Ces acteurs viennent d'Allemagne (*Kaufland*, *Rewe*, *Globus* et *Tengelmann*), des Pays-Bas (*Makro Cash & Carr* et *Ahold*) et du Royaume-Uni (*Tesco* et *Spar*).

En ce qui concerne les services faisant l'objet d'échanges internationaux, la configuration des récents investissements indique que la République tchèque est en passe de devenir une plate-forme européenne dans certains domaines. Des nombreuses entreprises internationales de premier plan ont, par exemple, externalisé leurs activités dans les domaines de la technologie de l'information et des processus d'entreprise (encadré 4.4). En liaison avec ces évolutions, les échanges de services informatiques et d'information se sont développés ces dernières années, même si le niveau de départ était bas (voir graphique 4.4).

Encadré 4.4. L'importance grandissante des centres de services aux entreprises

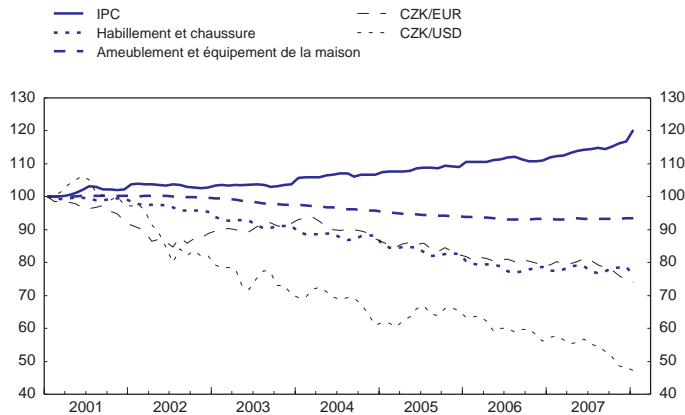
Les premiers centres de services de soutien aux entreprises ont été établis au début des années 2000 (Czech Focus, 2007b). Aujourd'hui, le secteur emploie environ 15 800 personnes. IBM a été parmi les premiers à s'installer, choisissant le parc technologique de Brno pour implanter son centre de services mondiaux. Ce dernier comptait au départ 70 salariés, mais l'effectif dépasse maintenant 2 000 personnes. Accenture a créé des services de gestion comptable à Prague et à Brno, avec 1 700 salariés travaillant dans une vingtaine de langues. DHL, une grande entreprise de logistique, a ouvert à Prague son centre européen de services de TI (1 300 salariés). Lufthansa (400 salariés) a un centre de soutien en République tchèque, consacré essentiellement à ses clients d'Europe centrale et orientale. L'entreprise a aussi un centre logistique de gestion du fret aérien.

La mondialisation réduit les prix de nombreux biens de consommation durables

Une analyse récente de l'OCDE et du FMI souligne que la mondialisation et l'ouverture des échanges font généralement baisser le prix des biens de consommation durables (FMI, 2006 ; et Pain *et al.*, 2006). De fait, les ménages tchèques semblent bien profiter de cet aspect de la mondialisation. On observe sur longue période des baisses de prix particulièrement prononcées dans certaines composantes de l'indice des prix à la consommation, notamment l'habillement et la chaussure, les meubles et les appareils ménagers. De plus, certaines de ces baisses ont été influencées par l'appréciation tendancielle de la couronne par rapport à l'euro et surtout au dollar (graphique 4.6). L'importance de la mondialisation et des échanges internationaux pour l'inflation des prix à la consommation dans les nouveaux États membres de l'Union européenne a été analysée dans une récente étude du FMI (Allard, 2007), qui conclut que la mondialisation aurait fait baisser les prix intérieurs de ½-1 point par an depuis le milieu des années 90, du fait de prix à l'importation et de marges moins élevés. En d'autres termes, l'accès accru de producteurs étrangers a intensifié la concurrence, conduisant les producteurs tchèques à réduire leurs propres marges et forçant les fournisseurs locaux moins efficaces à quitter le marché.

Graphique 4.6. Évolution des prix à la consommation de certains produits exportables

Indice, janvier 2001 = 100



Source : Banque nationale tchèque et Office statistique tchèque.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/315417461150>

La mondialisation est facilitée par des coûts de main-d'œuvre favorables et une situation géographique avantageuse

Les coûts de main-d'œuvre sont un facteur décisif d'attraction des entreprises en République tchèque. Le tableau 4.1 montre, par exemple, que le coût de la main-d'œuvre, au salaire moyen, y est nettement inférieur à la moyenne pour la zone OCDE. À cela s'ajoute d'excellentes qualifications de niveau intermédiaire. En particulier, la République tchèque a l'un des taux de réussite les plus élevés au niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la zone OCDE et les élèves du secondaire obtiennent de bons résultats en mathématiques et en sciences lors des tests internationaux auxquels sont soumis les élèves de 15 ans. De plus, les capacités linguistiques des travailleurs ainsi que leurs compétences dans les technologies de l'information et de la communication sont remarquables³. Les notes obtenues au test d'anglais langue étrangère, par exemple, sont assez élevées (OCDE, 2006a). Cela dit, comme il est souligné au chapitre 3, même si les taux de fréquentation de l'enseignement tertiaire rattrapent rapidement ceux des autres pays, il faudra un certain temps avant que la proportion de la population d'âge actif diplômée de l'enseignement supérieure égale celle des économies plus avancées de l'OCDE.

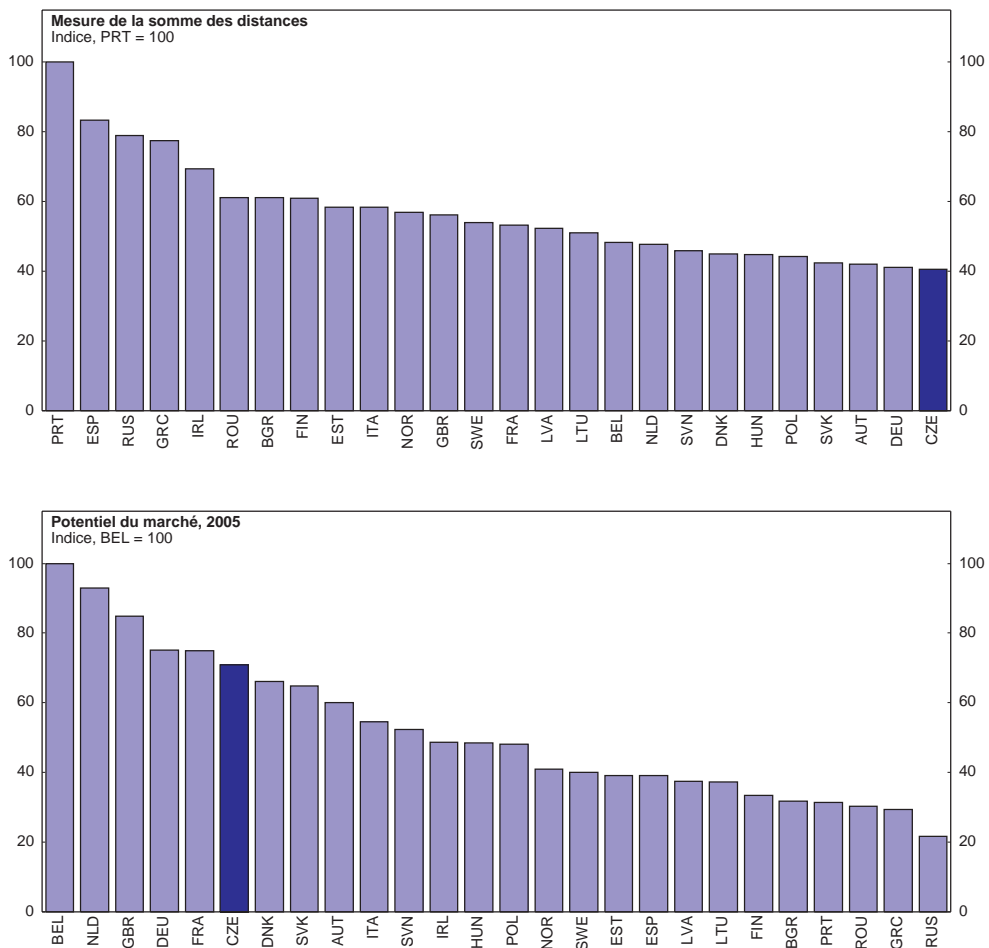
La relation entre l'investissement direct étranger *ex nihilo* et l'évolution des qualifications est complexe. S'il ne fait pas de doute que l'IDE a un effet positif sur la croissance et l'emploi en général, il apparaît que les procédés de production utilisés dans les usines créées par des investisseurs étrangers impliquent une forme de « déqualification ». Bruno *et al.* (2004), par exemple, examinent l'impact d'entrées croissantes d'investissements étrangers sur l'inégalité des salaires et sur la composition de la demande de main-d'œuvre entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés dans trois pays d'Europe orientale : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Les estimations des données de panel montrent que l'élasticité de substitution entre main-d'œuvre qualifiée et main-d'œuvre non qualifiée augmente en présence d'entreprises étrangères, ce qui laisse penser que l'IDE n'est pas neutre du point de vue des qualifications, mais utilise des technologies qui permettent la substitution de main-d'œuvre qualifiée (plus coûteuse) à une main-d'œuvre non qualifiée (relativement moins

chère). Cette conclusion est, en gros, corroborée par Geishecker (2004) et Crinò (2005)⁴. Il est difficile de dire si cette déqualification est un processus négatif. Cela tient peut-être simplement à l'évolution des besoins en qualifications des méthodes de production modernes, et cela se manifeste dans la production résultant de l'IDE parce qu'elle est généralement avancée technologiquement.

La situation géographique influe aussi de façon importante sur l'intégration du pays dans la production mondialisée. De nombreuses études ont été réalisées sur le lien entre la proximité du marché et l'expansion des échanges. Une des principales conclusions est que, en réduisant les coûts de transport, la proximité accroît la possibilité pour les pays de concentrer leur production dans les activités pour lesquelles ils possèdent un avantage comparatif. La République tchèque est située au cœur de l'Europe selon les indicateurs de distance classiques (graphique 4.7). Cela place le pays dans une position stratégique, non seulement comme partenaire de l'Europe occidentale mais aussi comme porte d'accès aux parties orientale et méridionale du continent. De récents travaux de l'OCDE ont permis de quantifier la contribution de la géographie à la croissance économique (OCDE, 2007b). La République tchèque n'est pas prise en compte dans l'étude, mais il apparaît que l'Autriche voisine tire profit de la facilité d'accès aux marchés, mais si l'impact de ce facteur n'est pas très marqué⁵.


Dans les années à venir, quatre sources de pression vont sans doute peser sur la compétitivité extérieure :

- *En matière de coûts de main-d'œuvre, l'avantage de la République tchèque par rapport à la moyenne de l'OCDE se réduit.* L'on observe, par exemple, que les coûts de main-d'œuvre sont passés de près de 34 % du niveau le plus élevé dans la zone OCDE en 2000 à près de 40 % en 2006 (tableau 4.3). La réduction des écarts de coût de main-d'œuvre découle naturellement, pour partie, du processus de rattrapage du PIB par habitant. Néanmoins, comme il est souligné aux chapitres 1 et 3, l'action gouvernementale peut, dans une certaine mesure, compenser ce phénomène en maximisant l'offre de main-d'œuvre potentielle et en mettant en œuvre une politique de l'éducation qui approfondisse et remodèle les qualifications.
- *À cela s'ajoute le fait que le coin fiscal total est plus élevé que la moyenne dans la zone OCDE, même s'il ne s'écarte pas de la moyenne européenne.* Le coin fiscal est particulièrement important pour les travailleurs qui gagnent deux tiers du salaire moyen, ce qui peut restreindre le marché du travail pour les catégories à bas salaire. En matière de fiscalité des entreprises, la République tchèque avait dans le passé un taux relativement élevé d'impôt sur les bénéfices des sociétés. Un programme de réductions d'impôt voté dans l'ensemble de mesures budgétaires du gouvernement réduit actuellement les écarts avec les pays pairs. Le taux a été ramené à de 24 % à encore réduit, à 20 % en 2009 et à 19 % en 2010. À l'issue de ce processus, le taux d'imposition sera le même que ceux de la Pologne et de la Slovaquie (dans l'hypothèse où ces derniers restent inchangés par rapports à leurs niveaux actuels) mais il sera toujours supérieur à celui de la Hongrie⁶.
- *Les prix de certains services sont aussi relativement élevés.* Le rapport efficacité-coût dans tous les domaines de services, dont beaucoup ne font pas l'objet d'échanges internationaux, est important pour la compétitivité extérieure car ces services sont régulièrement achetés par des entreprises qui opèrent dans les secteurs de services échangeables (Arnold et al., 2007). Tout particulièrement, on l'a vu au chapitre 1, les prix

Graphique 4.7. Indicateurs de la distance et du potentiel du marché¹

1. La mesure de la somme des distances totalise la distance de chaque pays par rapport aux 25 autres pays. L'indicateur est normalisé de façon que le pays le plus éloigné (le Portugal) soit égal à 100. La mesure du potentiel du marché est la somme des PIB de tous les pays pondérée par l'inverse de la distance bilatérale. La mesure de la distance combine la distance de capitale à capitale entre les pays et une mesure de la distance interne qui est en fonction de la superficie. L'indicateur est normalisé de façon que le pays ayant le potentiel de marché le plus élevé (la Belgique) soit égal à 100. Voir le glossaire pour les codes pays.

Source : Calculs de l'OCDE établis à partir des données du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315457413426>

des communications sont élevés aussi bien par rapport aux pays pairs que par rapport à la moyenne européenne.

- *L'émigration pourrait s'intensifier une fois que les obstacles restants à la mobilité de la main-d'œuvre avec l'Union européenne seront levés.* Actuellement, les « vieux » voisins de la République tchèque dans l'Union européenne (l'Autriche et l'Allemagne) maintiennent quelques obstacles à l'accès des demandeurs d'emploi en provenance des nouveaux États membres de l'UE. Ces dispositifs contiennent peut-être l'émigration des travailleurs et leur levée imminente pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre sur le marché du travail.

L'impact de la mondialisation sur l'économie tchèque et, partant, sur les perspectives de croissance, suscite toutefois des préoccupations plus générales. Comme on l'a vu plus

Tableau 4.3. **Indicateurs de la productivité et des coûts**
Niveau le plus élevé parmi les pays de l'OCDE = 100

| | 2000 | 2006 |
|---|------|------|
| Productivité¹ | | |
| République tchèque | 39 | 45 |
| Hongrie | 42 | 48 |
| Pologne | 37 | 40 |
| République slovaque | 42 | 51 |
| <i>Moyenne non pondérée :</i> | | |
| OCDE | | 76 |
| UE15 | | 88 |
| UE19 | | 81 |
| Coûts de main-d'œuvre¹ | | |
| République tchèque | 34 | 40 |
| Hongrie | 30 | 36 |
| Pologne | 36 | 35 |
| République slovaque | 28 | 31 |
| <i>Moyenne non pondérée :</i> | | |
| OCDE | 67 | 69 |
| UE15 | 69 | 71 |
| UE19 | 78 | 80 |
| Coin fiscal total² | | |
| République tchèque | 43 | 43 |
| Hongrie | 55 | 51 |
| Pologne | 43 | 44 |
| République slovaque | 42 | 39 |
| <i>Moyenne non pondérée :</i> | | |
| OCDE | 38 | 38 |
| UE15 | 43 | 43 |
| UE19 | 44 | 43 |
| Taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés³ | | |
| République tchèque | 31 | 24 |
| Hongrie | 18 | 16 |
| Pologne | 30 | 19 |
| République tchèque | 29 | 19 |
| <i>Moyenne non pondérée :</i> | | |
| OCDE | 34 | 28 |
| UE15 | 33 | 27 |
| UE19 | 37 | 31 |

1. Sur la base des valeurs en dollars à pouvoir d'achat égal. Niveau le plus élevé parmi les pays de l'OCDE = 100. Les États-Unis ont eu le niveau de productivité le plus élevé en 2000 et en 2006. L'Allemagne a enregistré les coûts de main-d'œuvre les plus élevés en 2000 ; pour 2006, c'était le Royaume-Uni.
2. Célibataire sans enfants au niveau de revenu du travailleur moyen.
3. Taux d'imposition de base (ordinaire) combiné (central et infranational) sur les bénéfices des sociétés.

Source : Stat.OCDE et OCDE, *Les impôts sur les salaires*.

haut, les données d'observation sur l'ampleur de retombées positives de l'IDE sont diverses. D'une manière plus générale, Myant (2007), par exemple, fait valoir que la transformation économique qui s'est opérée après 1989 en République tchèque a créé une économie de marché acceptable pour l'adhésion à l'UE mais que le potentiel de croissance autonome et innovante est limité. De plus, Rae et Sollie (2007) évaluent les pays de l'UE qui sont le plus exposés à la mondialisation, à l'aide, entre autres, d'indicateurs de l'avantage comparatif révélé. Les auteurs constatent que les anciens pays communistes, comme la République tchèque, sont particulièrement exposés aux menaces futures de la transition

car ces pays ont hérité d'une lourde réglementation des marchés de produits, d'un marché du travail rigide, d'une faible proportion de diplômés de l'enseignement tertiaire et d'un cadre d'innovation inefficace.

Tirer le meilleur parti de la mondialisation : comment ajuster l'action gouvernementale ?

La mondialisation soulève plusieurs questions pour les autorités gouvernementales. En termes généraux, l'action publique doit créer des conditions propres à accroître les gains pour les entreprises et les ménages tout en réduisant au minimum les effets négatifs potentiels. À bien des égards, ce qui est bon pour la croissance l'est habituellement aussi pour exploiter les avantages de la mondialisation. Au nombre de ces conditions générales figurent nécessairement des mesures budgétaires prudentes et une inflation stable. Un cadre macroéconomique robuste aide à encourager les investissements *ex nihilo* ainsi que la recherche sur des produits et des procédés de production innovants. Kay (2007), par exemple, fait valoir que l'augmentation massive de l'investissement étranger après la récession de 1997-98 a été favorisée par l'évolution vers des conditions économiques plus prévisibles et des anticipations améliorées en matière d'inflation⁷. Par ailleurs, des conditions macroéconomiques solides aident aussi à créer une marge de manœuvre budgétaire pour alléger la charge fiscale. Il est intéressant de noter que certains chercheurs mettent l'accent sur l'existence d'un lien de causalité inverse entre la mondialisation et les politiques macroéconomiques, à savoir que la mondialisation favorise la stabilité macroéconomique car elle discipline les politiques monétaire et budgétaire (encadré 4.5).

Des politiques macroéconomiques saines ne constituent pas les seules conditions générales qui aident à mettre à profit la mondialisation. En particulier, comme il ressort de l'analyse qui précède, il importe de prendre des mesures qui améliorent le fonctionnement du marché du travail et les résultats dans le secteur de l'éducation. Entre autres domaines d'action structurelle, des efforts visant à alléger la bureaucratie pour les entreprises et à créer des conditions propices à l'innovation peuvent aussi, indirectement, renforcer le potentiel de croissance.

Encadré 4.5 La mondialisation discipline-t-elle l'action macroéconomique ?

Plusieurs recherches universitaires ont été consacrées aux effets de la mondialisation sur la prise de décision macroéconomique. Des travaux de Rogoff (2003 et 2006), Tytell et Wei (2004) et Romer (1993), par exemple, soulignent les effets d'amélioration de la discipline dans les domaines monétaire et budgétaire. Le principal argument est qu'une politique monétaire accompagnant la conjoncture et/ou l'absence durable de discipline budgétaire amplifient les risques inflationnistes, ce qui est susceptible de nuire à la compétitivité et de dissuader les investisseurs étrangers. De récentes analyses économétriques de Razin et Loungani (2006) et de Razin et Binyamini (2007) soulignent que les l'ouverture financière et commerciale encourage les décideurs à combattre plus énergiquement la variabilité de l'inflation et, parallèlement, à centrer moins leur attention sur l'écart de production. Dans l'avenir, toutefois, les effets modérateurs de la mondialisation sur l'inflation par le biais des prix des biens de consommation durables semblent devoir diminuer du fait que la part des biens importés dans le panier des consommateurs se stabilise autour des niveaux observés dans les autres pays de l'OCDE. En outre, les évolutions récentes des prix internationaux des produits alimentaires et des matières premières entraînent l'inflation à la hausse.

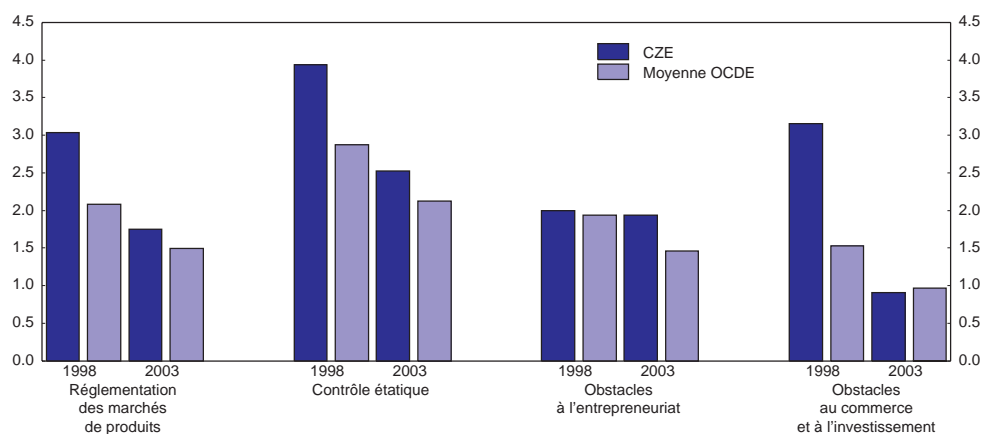
La mondialisation fait aussi ressortir plusieurs problèmes précis. Pour les entreprises, la politique commerciale, la fiscalité et les aides ciblées sont propulsées au premier rang des préoccupations. Pour les travailleurs se posent les questions de la migration internationale et des transferts aux ménages. La mondialisation met aussi en avant la nécessité d'avoir une infrastructure de transport et de communications qui fonctionne bien. Le rôle de Prague comme pôle d'attraction des investisseurs étrangers qui souhaitent développer leurs activités en République tchèque est un autre aspect important.

Questions de politique commerciale

Les obstacles au commerce ont été réduits notablement au cours de la transition économique. Selon l'indice de réglementation des marchés de produits de l'OCDE, par exemple, la République tchèque avait en 1998 la troisième réglementation la plus restrictive parmi les pays membres mais, en 2003, par suite de réformes de la réglementation, l'indice s'était rapproché de la moyenne OCDE. Par ailleurs, les obstacles réglementaires aux échanges et à l'investissement, qui étaient auparavant les deuxièmes plus restrictifs, étaient tombés en dessous de la moyenne pour la zone OCDE, comme le montre le graphique 4.8. Une prochaine mise à jour de l'indicateur devrait dénoter une nouvelle amélioration. La réforme s'est opérée en partie de l'intérieur mais elle a été aussi induite par les politiques commerciales supranationales. La politique commerciale est, de fait, devenue de plus en plus exogène maintenant que le pays est assujéti aux décisions de l'UE ainsi qu'à l'Accord général sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce.

Graphique 4.8. **Restrictivité de la réglementation des marchés de produits**

L'indicateur est gradué de 0 à 6, du degré le moins restrictif au degré le plus restrictif



Source : OCDE, indicateurs de la base de données sur la réglementation des marchés de produits décrits dans Conway, P., V. Janod, et G. Nicoletti (2005), « Product Market Regulation in OECD Countries, 1998 to 2003 », Documents de travail du Département des affaires économiques, n° 419, OCDE, Paris.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315515707536>

Il est cependant possible, par le biais de la politique commerciale nationale, de développer directement les échanges. Le gouvernement devrait en particulier poursuivre la réforme de la réglementation dans le secteur des services afin de laisser jouer la concurrence internationale. Une application rapide de la directive européenne sur les services aurait un effet positif sur le commerce transfrontier dans ce secteur. Une ouverture plus réelle du commerce et de l'investissement dans les services peut

compenser l'étroitesse des marchés de services locaux et contribuer à rendre l'économie plus concurrentielle. De fait, les estimations de l'OCDE semblent indiquer que si tous les pays Membres adoptaient les meilleures pratiques et le principe de reconnaissance mutuelle des réglementations, les échanges de services pourraient augmenter d'environ 80 % en moyenne, majorant le PIB par habitant de quelque 2 % (Kox et Nordas, 2007). La République tchèque serait parmi les pays qui auraient le plus à gagner à un tel scénario, avec une progression des échanges de services estimée à environ 110 %, ce qui élèverait le niveau du PIB par habitant d'à peu près 1.5 %.

Mesures à l'égard des entreprises liées à la mondialisation

Questions relatives aux aides à l'investissement

Au départ, l'aide à l'investissement était destinée à attirer des entreprises manufacturières étrangères face à la concurrence des autres pays d'Europe orientale et des marchés émergents de façon plus générale. Il existe deux programmes d'incitations à l'investissement, l'un pour le secteur manufacturier et l'autre pour diverses activités de services (tableau 4.4). Les programmes comportent des incitations directes et indirectes. Le dispositif en faveur des industries manufacturières prévoit divers formes d'allègements fiscaux, des subventions en faveur de la création d'emploi, une aide financière à la formation et un soutien sur site. Pour pouvoir bénéficier de ces mesures, il faut un montant d'investissement minimum. Le soutien en faveur des services est ciblé sur les activités échangeables à haute valeur ajoutée et il prend la forme de subventions calculées sur la masse salariales et destinées à la formation. Dans ce cas, le nombre d'emplois créés est un critère d'admissibilité. Jusqu'à présent, la majeure partie des ressources est allée au secteur manufacturier, qui a absorbé plus de 90 % des dépenses. En général, les paramètres des dispositifs de soutien suivent les limites imposées par les règles de l'UE concernant les aides publiques, qui varient en fonction du niveau de développement économique régional. Le plafond fixé par l'UE (qui s'applique à presque tous les pays) a été récemment abaissé à 40 % (à partir de 2007)⁸.

Il ressort du tableau 4.4 que les incitations à l'investissement sont hautement réglementées, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune latitude dans le choix des aides offertes aux entreprises. Ce système devrait conduire à une administration non discriminatoire, exempte de toute interférence politique. La clarté devrait renforcer la certitude et la prévisibilité, facilitant les décisions en matière d'investissement. Cette prévisibilité est toutefois sapée, et une certaine latitude réintroduite, par une pratique courante qui consiste, pour les entreprises demandeuses de subventions et les autorités locales, à engager des négociations bilatérales sur les infrastructures.

Les mérites relatifs des dispositifs d'incitation à l'investissement sont de plus en plus au cœur des débats en République tchèque. Des travaux empiriques pour les pays de l'OCDE soulignent qu'il est difficile de voir précisément dans quelle mesure les incitations réussissent à attirer des investissements plus importants et de meilleure qualité (encadré 4.6), et la République tchèque ne fait pas exception. Des doutes s'expriment au sujet du système :

- Il est difficile de prouver que les investissements n'auraient pas été effectués en l'absence de l'incitation. Une étude réalisée par Mallya *et al.* (2004) fait valoir que le système d'incitations en faveur du secteur manufacturier est coûteux pour le budget et ne rapporte qu'une faible proportion d'investissements supplémentaires. Cependant, de

grandes entreprises multinationales, telles que des constructeurs automobiles, par exemple, affirment que, même si les incitations ne couvrent pas une grande partie des coûts de financement, elles ont bel et bien une influence marginale sur leurs décisions.

- Même si ce n'était pas voulu, le soutien se révèle finalement très concentré. Sur quelque 400 projets ayant bénéficié d'une aide jusqu'en 2006, plus de 40 % des subventions sont allées à des constructeurs automobiles. Le programme n'a donc pas réussi à entraîner une diversification de la production.
- Le montant minimum d'investissement requis fait que, en réalité, le système est biaisé en faveur des investisseurs étrangers. De fait, les entreprises étrangères ont absorbé environ quatre cinquièmes du montant total des incitations octroyées entre 1998 et 2006.

Tableau 4.4. Vue d'ensemble des programmes publics d'incitations à l'investissement

| Loi sur les incitations à l'investissement | Programme de soutien des centres de technologie et d'aide aux entreprises |
|---|--|
| Secteur(s) cible(s) | |
| Lancement de nouvelles productions /expansion de la production existante dans le secteur manufacturier. | Lancement de nouvelles productions /expansion de la production existante dans certains services : Centres technologiques pour le développement et l'innovation. Centres d'aide aux entreprises : contact clients, services partagés, solutions d'experts en TIC, développement de logiciels, centres de réparation de haute technologie. |
| Formes d'incitations | |
| <i>Incitations fiscales</i> : Allègement de l'impôt sur les sociétés pendant une durée maximale de cinq ans pour les nouvelles entreprises ; allègement d'impôt partiel pendant une durée maximale de 5 ans pour les entreprises existantes. Les entreprises peuvent aussi déduire 10-15 % du coût de leurs nouvelles machines et technologies de leur base d'imposition, à condition d'être les premières propriétaires et locataires. Elles bénéficient aussi d'une exonération de la TVA sur l'achat de machines neuves. | <i>Subvention à l'activité des entreprises</i> – couvrant les coûts salariaux suivant le programme d'aides publiques. |
| <i>Subventions à la création d'emplois</i> : aide financière pour la création d'emplois nouveaux dans les régions à fort taux de chômage (200 000 CZK par salarié). | <i>Subventions à la formation/au recyclage professionnel</i> – pour moins de 100 nouveaux emplois créés, 35 % du coût de 3 années de formation ; pour plus de 100 nouveaux emplois créés, 35 % du coût de 5 années de formation |
| <i>Subventions à la formation/au recyclage professionnel</i> : Aide financière pour la formation et le recyclage professionnel des nouveaux salariés dans les régions à fort taux de chômage (35 % des coûts de formation). | |
| <i>Soutien sur site</i> : Fourniture de terrain et/ou d'infrastructure à bas prix. | |
| Critères d'admissibilité | |
| La moitié de l'investissement minimum doit être financée par les fonds propres de l'investisseur. | Investissement minimum : 10 millions CZK |
| 60 % de l'investissement total doit aller dans des machines. Il peut s'agir de machines achetées d'occasion mais, en tout cas, elles ne doivent pas être âgées de plus de 2 ans. | Nombre minimum d'emplois créés : 20 emplois pour les centres de développement de logiciels/de solutions d'experts. 30 emplois pour les centres de technologie 50 emplois pour les centres de réparation de haute technologie/de services partagés. 100 emplois pour les centres d'appels. |
| Le montant total des incitations à l'investissement (à l'exception de la formation et du recyclage professionnel) ne doit pas dépasser 40 % des coûts ouvrant droit à une aide. L'aide est toutefois accrue de 10 % pour les moyennes entreprises et de 20 % pour les petites entreprises. | Toutes les aides sont subordonnées au maintien du centre pendant au moins 5 ans. |
| Le montant total des subventions à la formation et au recyclage professionnel ne doit pas dépasser 35 % des coûts ouvrant droit à une aide (45 % dans le cas des PME). | |
| Toutes les aides sont subordonnées au maintien de l'investissement dans le pays pendant au moins 5 ans. | |

Source : CzechInvest.

Encadré 4.6. Observations internationales sur l'efficacité des incitations à l'investissement

Certaines études concluent que les incitations à l'investissement ont un impact, même limité. Hubert et Pain (2002) cherchent à déterminer l'évolution structurelle dans la configuration géographique de l'IDE en Europe, à l'aide d'une série de données de panel sur l'investissement à l'étranger des entreprises allemandes. Compte tenu d'autres facteurs sectoriels et nationaux dont on sait qu'ils influent sur le choix du lieu d'implantation, ils observent que les aides publiques ont un effet positif sur le niveau des entrées d'IDE. Cependant, l'effet marginal direct sur le niveau de l'investissement dans les petites entreprises est faible en comparaison de celui des autres facteurs. Plus récemment, Chung et Fields (2007) divisent les États des États-Unis en deux groupes : ceux qui sont économiquement « favorisés » (qui se trouvent dans des régions attirantes et qui sont riches en infrastructures) et ceux qui sont « défavorisés » (les États ruraux et moins prospères). L'étude montre que les États économiquement défavorisés offrent généralement davantage de types d'incitations à l'investissement que ceux qui sont relativement favorisés. Les auteurs en concluent que cet effort supplémentaire aide effectivement à compenser leur moindre attractivité, mais seulement de façon marginale.

D'autres études sont moins concluantes. Cannari *et al.* (2006) utilisent des données tirées d'une enquête par autoévaluation de plusieurs milliers d'entreprises en Italie pour étudier les effets des subventions en faveur de l'investissement sur les décisions d'investissement. Ils constatent que les trois quarts des entreprises subventionnées déclarent qu'elles auraient réalisé des investissements de montant égal à la même date, tandis que la plupart des entreprises restantes indiquent qu'elles auraient investi autant mais à une date ultérieure. Une étude sur l'expérience acquise en France en matière d'incitations à l'investissement allouées dans le cadre des politiques régionales (Crozet *et al.*, 2003) révèle très peu d'effets positifs sur le choix des lieux d'implantation.

- Enfin, les résultats disponibles concernant les effets économiques globaux des incitations sont assez peu concluants. L'évaluation réalisée par les entreprises de conseils *Deloitte* et *Patria* semble indiquer que les aides publiques ont des rendements budgétaires positifs car les recettes fiscales supplémentaires qui sont générées sont plus importantes que les montants déboursés au titre des aides directes et des dépenses fiscales. Par contre, d'autres études (notamment Mallya *et al.*, 2004 ; et Schwarz, 2007) concluent que les rendements budgétaires sont généralement négatifs. Le risque d'un faible rendement des aides à l'investissement est manifestement maximal lorsque les usines ou les centres de services qui s'installent dans le pays importent leurs biens intermédiaires. La nouvelle grande usine Hyundai, par exemple, qui est actuellement en construction et qui devrait employer quelque 3 000 travailleurs, est située près de la frontière avec la Slovaquie et la Pologne. Compte tenu en particulier du récent regain de tension sur le marché du travail, une forte proportion des salariés pourrait être composée de travailleurs frontaliers étrangers qui feraient chaque jour le trajet domicile-travail. Si c'est le cas, les effets positifs directs sur l'économie tchèque – gains de consommation privée, retombées sur le secteur industriel local, et éventuellement recettes fiscales supplémentaires – ne seront peut-être pas très marqués.

Les dispositifs d'incitation à l'investissement ont été quelque peu modifiés, pour partie en réponse à ces préoccupations et pour partie en raison du plafond de soutien moins élevé autorisé dans les règles de l'UE relatives aux aides publiques :

- La mesure la plus importante a consisté récemment à ramener de 10 à 5 ans la durée de l'allégement d'impôt sur les sociétés (à partir du milieu de 2007) – décision qui vise principalement à réduire la générosité du dispositif.
- Le plafond fixé pour les demandes de subvention en faveur de l'investissement a été ramené de 200 millions à 100 millions CZK (ce qui équivaut à peu près à 3.6 millions EUR), tandis que, pour les régions à fort taux de chômage, un plafond spécial de 50 millions CZK (1.8 million EUR) s'appliquera. Cela facilitera sans doute l'accès des acteurs nationaux au dispositif d'aide, ce qui atténuera le biais en faveur des investisseurs étrangers. Apparemment, cette initiative a déjà attiré davantage d'entreprises nationales.
- Les règles relatives au contenu en machines des investissements ont été durcies. En particulier, les machines doivent représenter au moins 60 % de la valeur totale de l'investissement (au lieu de 40 % auparavant) et elles doivent être âgées de moins de deux ans. Ces modifications devraient améliorer la qualité des investissements dans le secteur manufacturier.

Des mesures supplémentaires s'imposent. Il faudrait dresser un inventaire plus systématique des dispositifs d'incitation à l'investissement, et contrôler de plus près (en prévoyant éventuellement des sanctions) les entreprises qui en bénéficient. La question de savoir s'il convient de réduire encore la générosité des aides est actuellement sensible politiquement. Une meilleure évaluation serait utile à cet égard. Par ailleurs, si l'on envisageait d'étendre encore le dispositif en abaissant les seuils d'admissibilité, il faudrait prendre en compte les programmes ciblés sur les PME. Cela éviterait tout chevauchement et le risque d'aide excessive aux PME. L'on pourrait en outre réfléchir à de nouveaux critères d'admissibilité qui tendraient à mieux cibler les aides. Enfin, les subventions et avantages (infrastructures publiques, par exemple) qui sont souvent négociés entre les autorités locales et les investisseurs devraient être limités. Il importe de veiller à ce que ces négociations locales ne débouchent pas sur des accords sur un niveau d'aide injustifiable⁹.

Dispositifs d'aide aux PME exportatrices

Le soutien public aux PME passe par divers dispositifs financiers et non financiers, dont certains visent précisément à aider les entreprises à tirer parti de la mondialisation¹⁰. En particulier, certaines aides directes sont octroyées par *CzechTrade*, l'organisme national de promotion du commerce qui est placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il existe, par exemple, un programme (*Marketing*) qui vise à renforcer la compétitivité internationale des PME en soutenant leur participation aux foires commerciales.

L'attention prêtée aux services d'appui pour les PME exportatrices est la bienvenue. Des programmes de formation sont offerts aux PME qui entrent sur des marchés d'exportation. Il est prévu en outre de procéder à des enquêtes sectorielles sur les exportations, en collaboration avec les ambassades tchèques. Par ailleurs, *CzechTrade* (voir plus loin) alimente des bases de données accessibles au public sur les fournisseurs locaux. La *General Database*, par exemple, contient quelque 2 000 profils de fournisseurs tchèques.

Il existe aussi des bases de données spécialisées, comme l'*Automotive Supplier Database* et l'*Aerospace Supplier Database*, par exemple, et d'autres sont en projet.

Le développement de programmes pour les PME exportatrices devrait s'appuyer sur une évaluation continue mais aussi sur les observations faites au niveau international. Sur ce dernier point, une étude conjointe de l'OCDE et de l'APEC fournit des éléments intéressants (OCDE-APEC, 2006). L'étude a été réalisée à partir d'une enquête internationale auprès de près de 8 000 PME et elle met en lumière plusieurs obstacles majeurs à la mondialisation :

- Le manque de compétences dans le domaine des affaires internationales. Il faudrait, par exemple, envisager la publication d'études de cas de PME ayant réussi sur les marchés mondiaux, ce qui aiderait les entreprises à mieux comprendre les difficultés à surmonter à l'exportation.
- Le manque d'informations sur les marchés étrangers. La formation des PME qui souhaitent exporter devrait être centrée sur l'apport d'outils pratiques permettant de mieux connaître les marchés (évaluation du potentiel de croissance de marchés particuliers, identification de partenaires internationaux potentiels, etc.).
- Une connaissance limitée de l'éventail de services d'appui disponible. Les autorités doivent veiller à faire connaître ces services de manière efficace et transparente afin d'aider les entreprises à choisir les programmes les mieux adaptés.
- Complémentarité avec les autres domaines d'action en faveur des PME. Il faudrait veiller à la cohérence du soutien aux PME. L'aide qui leur est accordée pour affronter la mondialisation, par exemple, devrait être coordonnée avec le soutien à l'innovation, aux parcs technologiques, aux groupes intégrés d'entreprise, aux pépinières d'entreprises et aux centres de transfert de technologie.

Donner aux entreprises le coup de pouce dont elles ont besoin en matière de commercialisation

CzechInvest (CI) est l'organisme tchèque chargé de l'investissement et des entreprises et constitue la première source d'informations pour les entreprises étrangères qui souhaitent trouver des partenaires et des fournisseurs dans le pays. Il a joué un rôle majeur dans l'intégration de la République tchèque dans l'économie mondiale en mettant en place un cadre attractif pour l'investissement, et en assurant la promotion commerciale du pays auprès des entreprises étrangères (Banque mondiale, 2005). Lors de sa création en 1993, CI avait pour tâche immédiate d'attirer de nouvelles activités manufacturières afin de compenser les effets défavorables sur l'emploi d'une profonde restructuration. Bien qu'il s'agisse d'un organisme public, CI a une stratégie propre au secteur privé, qui est généralement reconnue comme étant la clé de sa réussite. Il reste politiquement indépendant et a un personnel performant. Il faudrait envisager un nouvel élargissement de ses responsabilités. CI est fusionné avec CzechIndustry (depuis 2003) et avec l'Agence tchèque de l'énergie (depuis 2008). Il est maintenant question d'associer CzechInvest et CzechTrade, ce qui aiderait à coordonner le soutien aux entreprises et permettrait d'élaborer des ensembles de mesures plus complets.

Assurer la mise en place d'infrastructures efficaces

Des mesures nationales pour améliorer les liaisons de transport

L'étendue et la qualité des réseaux routier et ferroviaire jouent sans nul doute un rôle dans les décisions de nombreuses entreprises concernant leur lieu d'implantation. Une

infrastructure de transport efficace et efficiente non seulement aide à exploiter les possibilités ouvertes par une localisation géographique favorable mais favorise aussi l'emploi en renforçant la mobilité de la main-d'œuvre. De plus, les réseaux de transport peuvent, dans une certaine mesure, servir à encourager les entreprises à s'implanter dans des régions particulières, notamment celles qui souffrent d'un fort taux de chômage.

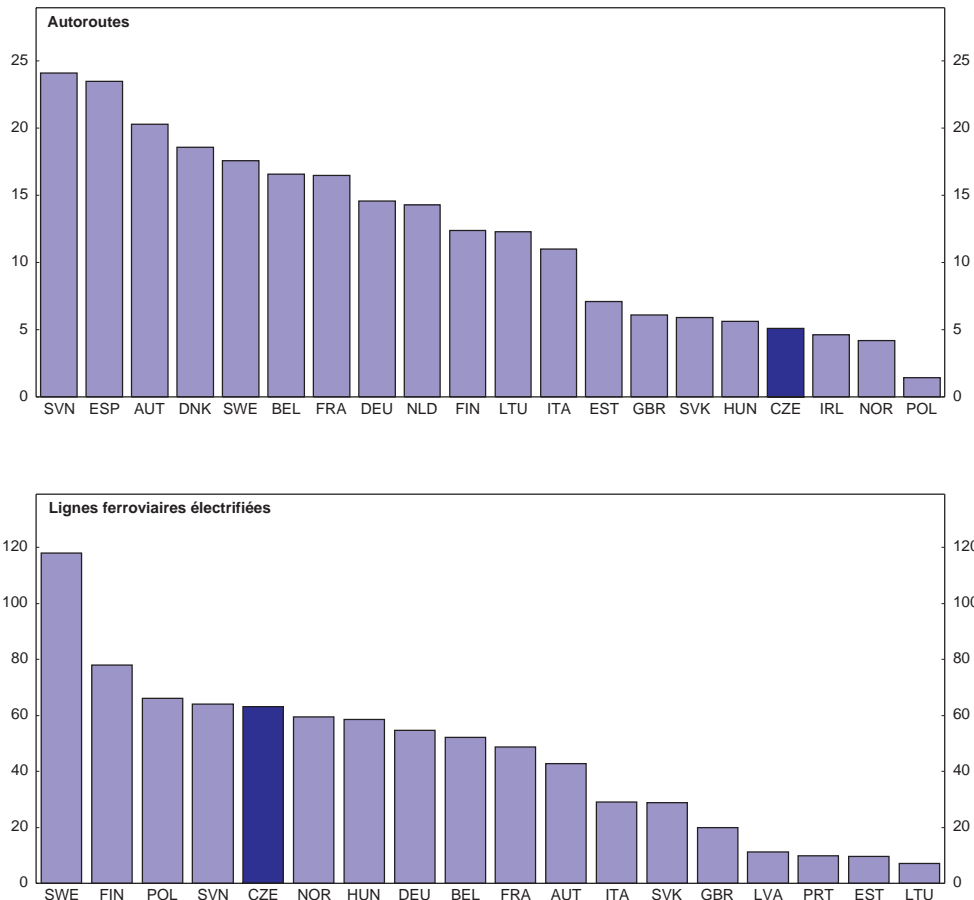
Le réseau routier n'a rien à envier à ceux des autres pays de la région en phase de rattrapage. En particulier, le réseau autoroutier se développe rapidement. Il s'est allongé de près de 30 % entre 2000 et 2006, stimulé par des échanges croissants avec les marchés européens. L'année 2006, par exemple, a été marquée par une amélioration des liens avec le système d'autoroutes allemand, d'où une meilleure connexion avec Munich, Dresde et Berlin. Malgré tout, la densité autoroutière (calculée par le rapport entre la taille du réseau et la population) reste nettement inférieure à la moyenne de l'UE (graphique 4.9). Le développement récent du réseau ferroviaire a été relativement modeste et limité principalement à certaines grandes lignes (essentiellement en vue de la mise en service de trains à grande vitesse *Pendolino*). Il n'en demeure pas moins que, même si la République tchèque est relativement bien placée du point de vue de la densité ferroviaire (graphique 4.9), les réseaux locaux n'ont guère été restructurés et l'utilisation des capacités varie grandement.

Face à ces problèmes, le dernier Plan général de développement de l'infrastructure de transport (gouvernement de la République tchèque, 2006) énonce des priorités plus claires en matière d'infrastructure de transport et propose de nouveaux modes d'affectation des ressources. Dans le domaine du transport routier, l'investissement sera centré sur la construction et l'entretien du réseau autoroutier principal (c'est-à-dire la partie tchèque du Réseau transeuropéen), les raccordements routiers connexes et l'amélioration de la qualité (correction des défauts locaux, par exemple, afin d'assurer la sécurité routière). Quant à l'infrastructure ferroviaire, l'investissement restera axé sur le rattachement du réseau tchèque aux corridors européens et sur le renouvellement de plusieurs jonctions importantes. Les possibilités d'améliorer les réseaux de transport sont, de fait, très grandes compte tenu de la très forte augmentation des crédits alloués à cet effet dans le budget 2007-13. Le Programme opérationnel pour le transport s'est vu allouer environ 22 % des crédits prévus dans le budget 2007-13 de l'UE, montant plusieurs fois supérieur à celui alloué dans le budget 2004-06 de l'UE.

Les possibilités beaucoup plus importantes de financement de l'UE soulignent la nécessité d'assurer des procédures efficaces de passation des marchés publics en matière d'investissement dans le secteur du transport. À cet égard, le coût de la construction d'autoroutes est souvent mis en question. Une évaluation récente de 17 projets de construction et de rénovation routières, réalisée par la Cour suprême des comptes, se révèle très critique. Selon la Cour des comptes, bon nombre des projets n'ont pas donné lieu à une analyse coûts/avantages appropriée, et la réalisation des projets a été excessivement longue¹¹. Les difficultés de procédure tiennent en particulier aux délais de règlement des questions de droits de propriété et des actions de recours.


L'attitude prudente à l'égard des partenariats public-privé (PPP) dans les réseaux de transport est à saluer. En outre, les autorités ont fait adopter une loi sur les PPP, qui en régle la conception et la budgétisation. Le financement des PPP est tentant car, en principe, il peut être avantageux du point de vue budgétaire. Cependant, la réussite dépend pour beaucoup de la conception du PPP : des partenariats mal ficelés peuvent se solder par

Graphique 4.9. **Densité des réseaux de transport des pays européens**¹
Kilomètres pour 100 000 habitants



1. Voir le glossaire pour les codes pays. Dans la partie supérieure, d'après les données tchèques, le chiffre est actuellement plus élevé que celui indiqué, à 9,8, selon une définition large qui inclut les voies rapides ayant les mêmes paramètres que les autoroutes. Ce facteur n'est pas encore pris en compte dans les données officielles d'Eurostat.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des données d'Eurostat.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/315520814486>

un échec. On comprend donc que le gouvernement suive maintenant une approche prudente, avec un projet pilote portant sur un tronçon d'autoroute de 30 kilomètres. Si l'on veut étendre le recours aux PPP dans le domaine de l'infrastructure de transport, il faudrait tenir compte des considérations suivantes (OCDE/ITF, 2008) :

- Les projets de PPP devraient être conçus et mis en œuvre moyennant un partage approprié du financement et du risque avec le secteur privé. Les projets donnent souvent lieu à des engagements financiers à long terme pour l'État, et les risques consécutifs doivent être réduits au minimum. Il est particulièrement important de signaler aux candidats potentiels que les coûts durant le cycle de vie complet doivent être pris en compte dans le projet de PPP.
- Les critères à prendre en considération pour le projet doivent être énoncés dans des directives strictes et détaillées (disponibilité, normes physiques et de sécurité, par exemple) de façon à éviter tout compromis sur la qualité et d'autres aspects.

- Il faudrait envisager des contrats de performance récompensant les dépassements de normes tout en pénalisant les réalisations non conformes.

Par ailleurs, dans le secteur du transport ferroviaire, il faut prêter une plus grande attention à la réduction des obstacles à l'entrée dans le domaine du fret afin d'assurer la concurrence entre prestataires et un équilibre entre la route et le rail qui favorise l'efficacité. Actuellement, environ un quart seulement du fret est transporté par le rail, et l'objectif est porter cette part à 40 %. L'achèvement de la liaison ferrée avec le corridor européen y aidera, mais cela ne sera sans doute pas suffisant. Il faut aussi réfléchir à des mesures visant à stimuler la concurrence entre modes de transport (OCDE, 2007c). En particulier, il est possible d'intensifier la concurrence dans le transport ferroviaire afin de soutenir la compétitivité du transport combiné par rapport au transport routier direct (Conférence européenne des ministres des Transports, 2004). Enfin, la stratégie de réduction de l'activité sur les parties non rentables du réseau ferré devrait être plus ambitieuse. Le gouvernement pourrait par exemple subordonner l'accès des collectivités locales au financement de l'UE pour les projets d'infrastructure ferroviaire à un seuil de rentabilité en dessous duquel une ligne sera fermée.

Faire jouer à Prague un rôle mondial

Prague est le « pôle de croissance » clé dans la géographie du développement tchèque et l'on peut dire que cette ville a le potentiel requis pour devenir un centre économique véritablement mondial. Maintenir Prague et ses environs dans un rôle d'aimant de la croissance devrait rester un objectif prioritaire. Indépendamment de son héritage culturel unique, Prague est le principal centre d'enseignement supérieur en République tchèque, attirant étudiants et chercheurs nationaux et étrangers. Une étude économétrique récente montre que les synergies entre ces groupes innovants sont non seulement captées par la ville dans laquelle ils vivent mais filtrent aussi vers le reste du pays (Glaeser, 2005 ; Glaeser et Gottlieb, 2006).

Le potentiel de Prague est confirmé par plusieurs études. Ainsi, *Globalisation and World Cities*, réseau spécialisé dans l'économie des villes, identifie 122 « villes mondiales » de par l'intensité de leurs transactions internationales et la disponibilité de services avancés (comptabilité, finances, droit, publicité, etc.). Dans cette étude, Prague fait partie d'un groupe intermédiaire, occupant le même rang qu'Amsterdam, Boston, Genève et Washington, par exemple¹². Une récente enquête de la Commission européenne comparant 75 villes classe Prague parmi les villes les plus attractives d'Europe, sur la base de la qualité de critères de vie (Commission européenne, 2007).

Il y a néanmoins des défis à relever. Il faut en particulier assurer un bon système de transport face à une demande croissante (et changeante) de la part des habitants qui doivent se rendre à leur travail, du tourisme et des entreprises. L'accessibilité de Prague s'est notablement améliorée au cours de la décennie écoulée, avec un triplement de la capacité aéroportuaire et la création de nouvelles routes qui renforcent les liaisons avec le corridor européen. Les transports urbains se sont aussi améliorés du fait de la modernisation et d'une meilleure coordination. Les services sont maintenant assujettis au même cadre logistique et aux mêmes horaires et il existe aussi un système tarifaire commun. Cependant, pour permettre à Prague de développer pleinement son potentiel, il faudra redoubler d'efforts pour faire face à l'expansion de la population suburbaine, la priorité la plus importante étant l'achèvement du périphérique entourant la capitale. Il est

prévu aussi d'étendre le réseau de métro jusqu'à l'aéroport international de Prague et de relier la partie sud de la ville au centre.

Mondialisation et emploi

La politique de l'immigration peut atténuer les pénuries de main-d'œuvre

Comme on l'a vu aux chapitres 1 et 3, les réserves de main-d'œuvre tchèque s'épuisent rapidement. Dans une certaine mesure, l'immigration a déjà contribué à atténuer une pression excessive sur le marché du travail en remédiant à des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs. Les autorités tchèques mettent à profit cette possibilité, même si elles restent prudentes. Un programme pilote de points (analogue à ceux qui existent en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande) est en vigueur depuis 2003 et doit prendre fin en juillet de cette année. Il a pour but d'expérimenter un cadre d'action concernant la migration permanente. Environ 800 travailleurs sont entrés dans le pays en vertu de ce dispositif. Une évaluation en profondeur des questions migratoires dans l'Étude de 2005 indiquait que ce système demanderait à être affiné s'il était adopté à titre de politique générale.

Le gouvernement actuel envisage de mettre en place un système de *cartes vertes* afin d'aider les employeurs ayant des difficultés à embaucher. En principe, il s'agit d'une bonne initiative, mais son efficacité dépendra pour beaucoup des détails du dispositif. Un des avantages de ce système est qu'il accélérera la procédure d'obtention des permis de séjour et de travail. Selon les dispositions prévues, les services de l'emploi devront fournir la preuve qu'il ne se trouve pas de candidats tchèques pour le poste en question. Plus précisément, d'après le projet proposé, le bureau de l'emploi concerné devra prouver qu'aucun Tchèque ne s'est déclaré intéressé par le poste depuis 30 jours. Le dispositif devrait être conçu à la lumière de l'expérience acquise avec le programme pilote et les programmes qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays de l'OCDE.

L'Étude de 2005 a permis aussi d'identifier certaines faiblesses dans les systèmes de permis. Ainsi, le système de « contrôles d'intégration dans la société » pour les permis de séjour a été jugé trop strict et est apparu générateur de coûts d'administration élevés. Depuis lors, il a été amélioré et il y a lieu de s'en féliciter. En particulier, des modifications apportées à la loi ont facilité la prorogation des permis. Dans l'ancien système, cela n'était pas possible et il fallait demander de nouveaux permis. Maintenant, l'employeur peut demander plus facilement des prorogations et traiter directement avec le bureau de la main-d'œuvre. Il est aussi envisagé de prendre des mesures favorisant la mobilité régionale des travailleurs étrangers. Par ailleurs, en cas de perte d'emploi, le gouvernement envisage d'autoriser une période plus longue de recherche d'emploi, qui passerait de 30 à 60 jours, sans perte des droits de visa. Il est prévu encore d'octroyer automatiquement des permis de travail aux étudiants étrangers diplômés des établissements secondaires et des universités tchèques.

Politique du marché du travail

Un autre aspect de la mondialisation, en particulier dans les cas où la production s'est davantage spécialisée, est un risque accru de chocs sectoriels sur le marché du travail, qui pourraient faire écho aux problèmes de chômage structurel régionalisé apparus dans les années 90. Jusqu'à présent, les autorités n'ont pas mis en place de programmes ciblés par anticipation de ces risques, et cela est conforme à l'évaluation de l'OCDE selon laquelle ce

genre de mesures n'est guère justifié (Martin, 2006). En cas de chocs aigus sur le marché du travail, les autorités devraient s'attacher à ajuster les programmes universels existants (tels que les régimes d'indemnisation du chômage). De fait, ce qu'il faut, c'est un ensemble équilibré de mesures bien connues : un marché du travail et des marchés de produits flexibles ; la mise au travail des chômeurs ; des politiques d'apprentissage tout au long de la vie ; et, encore une fois, un cadre macroéconomique favorable.

Notes

1. Tous les pourcentages sont calculés à partir des données relatives aux entrées cumulées d'IDE pour la période 1997-06. Les chiffres pour la République tchèque diffèrent de ce qui est indiqué dans le graphique 4.1 car les sources sont différentes.
2. Ces conclusions sont conformes aux résultats d'études récentes sur le rôle des multinationales européennes sur la croissance de la productivité (Geishecker *et al.*, 2007). À l'aide de données recueillies au niveau des entreprises, cette étude montre que, en général, les multinationales contribuent davantage que les entreprises nationales à stimuler la croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie.
3. Il est intéressant de noter que A.T. Kearney (2004) calcule un indice d'attractivité de 25 pays comme sites extraterritoriaux pour les tâches administratives. La République tchèque se classe au 4^e rang, derrière trois pays d'Asie (Inde, Chine et Malaisie).
4. Geishecker (2004) constate que l'IDE comporte un biais à l'encontre des travailleurs moyennement qualifiés. Crinò (2005) observe que l'IDE est en corrélation positive avec l'avantage salarial lié aux compétences, mais négative avec la demande de main-d'œuvre qualifiée. Cette étude conclut en particulier que le secteur métallurgique tchèque a acquis progressivement une plus forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée.
5. L'analyse économétrique réalisée à l'OCDE (2007b) semble indiquer que la situation géographique de l'Autriche a majoré son PIB par habitant dans une proportion estimée à 2 % entre 1970 et le début des années 2000. L'effet pour l'Autriche est cependant bien moindre que pour la Belgique et les Pays-Bas, où la majoration a été de 6 %.
6. Les taux effectifs devraient servir de base de comparaison ici. Toutefois, il n'existe pas en l'occurrence de données comparatives standardisées, étant donné la complexité de la fiscalité des entreprises. Quoi qu'il en soit, il est probable que les taux globaux sont utilisés comme indicateurs de base par les entreprises.
7. Plusieurs autres études soulignent le lien entre les conditions macroéconomiques et l'investissement direct étranger ; voir, par exemple, Brada *et al.* (2004) et Kral (2004).
8. Dans les régions du sud-ouest du pays, relativement plus prospères, le plafond est de 36 % et sera ramené à 30 % en 2014. À Prague, le plafond est fixé à 10 %.
9. Les subventions et concessions négociées au niveau local doivent être notifiées en même temps que d'autres types de soutien pour vérification par la Commission européenne. Par conséquent, cette activité n'implique pas d'infraction aux règles communautaires sur les aides d'État. Néanmoins, ce soutien supplémentaire peut s'avérer injustifiable en termes économiques dans le contexte de la politique nationale.
10. Voir OCDE (2006b) pour un examen des dispositifs d'aides directes en faveur des PME innovantes.
11. Le rapport de la Cour suprême des comptes publié en octobre 2007 souligne que des retards de 6 à 8 ans sont monnaie courante et que les importants dépassements de crédits sont fréquents. Le rapport critique aussi la qualité des analyses coûts-avantages dans les décisions concernant la construction de tronçons routiers.
12. Dans cette étude, les villes sont notées de 1 à 12. Toutes les villes citées dans le corps du texte ont obtenu un 6. La note maximale est attribuée à quatre villes (Londres, New York, Paris et Tokyo). Dans une autre étude, le cabinet de conseil Mercer estime que Prague est la ville la plus agréable à vivre en Europe centrale et orientale.

Bibliographie

- Allard, C. (2007), « Inflation in Poland: How much can globalisation explain? », *IMF Working Papers*, WP/07/41, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Arnold, J., B.S. Javorcik et A. Mattoo (2007), « Does Services Liberalization Benefit Manufacturing Firms? Evidence from the Czech Republic », *World Bank Policy Research Working Papers*, n° 4109, Banque mondiale, Washington, DC.
- Ayyagari, M. et R. Kosová (2006), « Does FDI Facilitate Domestic Entrepreneurship? Evidence from the Czech Republic », *polycopié*.
- Baldwin, R. (2006), « Globalisation: The Great Unbundling(s) », contribution au projet *Globalisation Challenges for Europe and Finland*, Conseil économique de la Finlande, Helsinki.
- Banque mondiale (2005), *Competing for FDI, Inside the Operations of Four National Promotion Agencies*, Banque mondiale/MIGA, Washington, DC.
- Banque mondiale (2007), *Doing Business 2007*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Batra, G. et S. Mahmood (2003), « Direct Support to Private Firms: Evidence on Effectiveness », *World Bank Policy Research Working Papers*, n° 3170, Banque mondiale, Washington, DC.
- Brada, J., A. Kutan et T. Yigit (2004), « The Effects of Transition and Political Instability on Foreign Direct Investment Flows: Central Europe and the Balkans », *William Davidson Institute Working Papers*, n° 729, novembre.
- Bruno, G.S.F., R. Crinò et A.M. Falzoni (2004), « Foreign Direct Investment, Wage Inequality, and Skilled Labor Demand in EU Accession Countries », *polycopié*, CESPRI, Università Bocconi, Milan.
- Cannari, L., L. d'Aurizio et G. de Blasio (2006), « The Effectiveness of Investment Subsidies: Evidence from Survey Data », *Banca D'Italia Occasional Papers*, n° 4, Banca D'Italia, Rome.
- Chung, W. et D. Fields (2007), « State Investment Promotion & Foreign Direct Investment in the US », *polycopié*.
- Commission européenne (2007), *Survey on Perceptions of Quality of Life in 75 European Cities*, Bruxelles, juin.
- Conférence européenne des ministres des Transports (2004), *Weaknesses and Bottlenecks in Combined Transport in Europe*, CEMT, Paris.
- Crinò, R. (2005), « Wages, Skills, and Integration in Poland, Hungary and the Czech Republic: an Industry-level Analysis », *Transition Studies Review*, (2005) 12 (3):432-459.
- Crozet, M., T. Mayer et J.-L. Mucchielli, « How Do Firms Agglomerate? A Study of FDI in France », *CEPR Discussion Paper Series*, n° 3873, Centre for Economic Policy Research (CEPR), Londres.
- Czech Focus (2007a), « Hi-Tech Czech », *Czech Focus* (magazine de l'Association pour l'investissement étranger), n° 2/2007, Prague.
- Czech Focus (2007b), « Offshoring? Nearshoring? Rightshoring! », *Czech Focus* (magazine de l'Association pour l'investissement étranger), n° 3/2007, Prague.
- Damijan, J.P. et al. (2003), « The Role of FDI, R&D Accumulation and Trade in Transferring Technology to Transition Countries: Evidence from Firm Panel Data for Eight Transition Countries », *Economic Systems*, vol. 27, numéro 2, juin, pp. 189-204.
- Djankov, S. et B. Hoekman (2006), « Foreign Investment and Productivity in Czech Enterprises », Hoekman, B.M., B.K. Smarzynska Javorcik (éd.), dans *Global Integration and Technology Transfer*, Publications de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington, DC.
- Dyba, K. (2008), « The Czech Socio-Economic Model and its Evolution from the Start of the Transition to 2007 », dans Bienkowski, W., C.J.C. Brada et M.-J. Radlo, (dir. pub.), *Growth Versus Security*, Palgrave Macmillan, à paraître.
- Fidrmuc, J., D. Grozea-Helmenstein et A. Wörgötter (1999), « East-West Intra-Industry Trade Dynamics », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 135, Heft 2, pp. 332-346.
- FMI (2006), *World Economic Outlook*, « Chapter 3: How Has Globalisation Affected Inflation? », FMI, Washington, DC.
- Glaeser, E. et J.D. Gottlieb (2006), « Urban Resurgence and the Consumer City », *HIER, Discussion Papers*, n° 2109, février, Harvard University, Cambridge, MA.

- Glaeser, E. (2005), « Urban colossus: Why is New York America's Largest City? », *HIER, Discussion Paper*, n° 2073, février, Harvard University, Cambridge, MA.
- Gouvernement de la République tchèque (2006), *General Plan of Transport Infrastructure Development*, 2007-13, Prague.
- Geishecker, I., H. Görg et D. Taglioni (2007), « Survival, Exit and Entry: The Contribution of Multinationals to Aggregate Productivity Growth », *polycopié*.
- Geishecker, I. (2004), « The Skill-bias of Foreign Direct Investment in Central and Eastern Europe », *Economic Restructuring and Labour Markets in the Accession Countries Research Project* commissioned by EU DG Employment, Social Affairs and Equal Opportunities, contract n° VC/2003/0367, coordonné par WIIW, Alphametrics et DIW.
- Hoekman, B. et B.S. Javorcik (2004), « Policies Facilitating Firm Adjustment to Globalisation », *polycopié*.
- Hoorweg, D. et al. (2007), « City Indicators: Now to Nanjing », *World Bank Policy Research Working Papers*, n° 4114, Banque mondiale, Washington, DC.
- Hubert, F. et N. Pain (2002), « Fiscal Incentives, European Integration and the Location of Foreign Direct Investment », *The Manchester School*, vol. 70, n° 3.
- Kay, N. (2007), « Foreign Direct Investment in the Czech Republic: A Challenge for Domestic Firms », *ECFIN Country Focus*, vol. 4, n° 2.
- Kearney, A.T. (2004), *Making Offshore Decisions*, A.T. Kearney, Inc., Chicago, IL.
- Kosová, R. (2006), « Do Foreign Firms Crowd Out Domestic Firms? Evidence from the Czech Republic », *polycopié*.
- Kox, H. et H.K. Nordås (2007), « Services Trade and Domestic Regulation », *Documents de travail sur la politique commerciale*, n° 49, OCDE, Paris.
- Kral, P. (2004), « Identification and Measurement of Relationships Concerning Inflow of FDI: The Case of the Czech Republic », *The Working Paper Series of the Czech National Bank*, n° 5/2004, Banque nationale tchèque, Prague.
- Lipsev, R.E. (2006), « Measuring the Impacts of FDI in Central and Eastern Europe », *NBER Working Papers*, n° 12808, National Bureau of Economic Research (NBER), Cambridge, MA.
- Mallya, Th.J.S., Z. Kukulka et C. Jensen (2004), « Are Incentives a Good Investment for the Host Country? An Empirical Evaluation of the Czech National Incentive Scheme », *Transnational Corporations*, vol. 13, n° 1, avril.
- Martin, J. (2006), « Emploi et mondialisation », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 256, OCDE, Paris.
- Myant, M. (2007), « Economic Transformation in the Czech Republic – a Qualified Success », *EUROPE-ASIA STUDIES*, vol. 59, n° 3, mai 2007, pp. 431-450.
- OCDE (2007a), *Mesurer la mondialisation. Activité des multinationales*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007b), *The Contribution of Economic Geography to GDP Per Capita*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007c), *Les infrastructures à l'horizon 2030*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006a), *Perspectives des technologies de l'information*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006b), *Études économiques de l'OCDE : République tchèque*, OCDE, Paris.
- OCDE-APEC (2006), *Supprimer les obstacles à l'accès des PME aux marchés internationaux*, OCDE, Paris.
- OCDE/ITF (2008), *Investissements en infrastructures de transport : vers plus d'efficacité*, OCDE, Paris.
- OCDE-SOPEMI (2007), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE, Paris.
- Oesterreichische Nationalbank (2006), « Focus on European Economic Integration », n° 2002, National Bank of Austria, Vienne.
- Pain, N., I. Koske et M. Sollie (2006), « Globalisation and Inflation in the OECD Economies », *Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 524, OCDE, Paris.
- Rae, D. et M. Sollie (2007), « Globalisation and the European Union: Which Countries are Best Placed to Cope? », *Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 586, OCDE, Paris.
- Razin, A. et A. Binyamini (2007), « Flattened Inflation-output Tradeoff and Enhanced Anti-inflation Policy: Outcome of globalisation? », *NBER Working Paper Series*, n° 13280, NBER, Cambridge, MA.

- Razin, A. et P. Loungani (2005), « Globalisation and Inflation: The Efficiency Channel », *CEPR Discussion Papers*, n° 4895, CEPR, Londres.
- Rogoff, K. (2006), « Impact of Globalisation on Monetary Policy », document présenté au Symposium sponsorisé par la Federal Reserve Bank of Kansas City sur « New Economy Geography: Effects and Policy Implications », Jackson Hole, WY, 24-26 août 2006.
- Rogoff, K. (2003), « Globalisation and Global Disinflation », document présenté à la Conférence de la Federal Reserve Bank of Kansas City sur « Monetary Policy and Uncertainty: Adapting to a Changing Economy », Jackson Hole, WY, 28-30 août 2003.
- Romer, D. (1993), « Openness and Inflation: Theory and Evidence », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, novembre, pp. 869-903.
- Sabirianova, K., J. Svejnar et K. Terrell (2005), « Distance to the Efficiency Frontier and Foreign Direct Investment Spillovers », *Journal of the European Economic Association*, vol. 3, n° 2-3, pp. 576-86.
- Schwarz, J. (dir. pub.) (2007), *Analysis of Investment Incentives in the Czech Republic*, Université d'économie, Prague.
- Tytell, I. et S.-J. Wei (2004), « Does Financial Globalisation Induce better Macroeconomic policies? », *IMF Working Papers*, WP/04/84, FMI, Washington, DC.

Glossaire

| | |
|----------------|---|
| APEC | Coopération économique Asie-Pacifique |
| CI | CzechInvest |
| ČSSD | Parti social-démocrate tchèque |
| CT | CzechTrade |
| IDE | Investissement direct étranger |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| IRPP | Impôt sur le revenu des personnes physiques |
| KDU-ČSL | Union chrétienne démocrate-Parti populaire tchèque |
| KSČM | Parti communiste de Bohême et de Moravie |
| MCE II | Mécanisme de change européen II |
| NUTS3 | Nomenclature des unités territoriales statistiques, niveau 3 |
| ODS | Parti civique démocrate |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PPA | Parité de pouvoir d'achat |
| PPP | Contrat de partenariat public-privé |
| R-D | Recherche et développement |
| SITC | Classification type pour le commerce international |
| TIC | Technologies de l'information et des communications |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| VZP | Všeobecná zdravotní pojišťovna, Caisse générale d'assurance-maladie |

Codes ISO

| | |
|------------|--------------------|
| AUS | Australie |
| AUT | Autriche |
| BEL | Belgique |
| CAN | Canada |
| CZE | République tchèque |
| DNK | Danemark |
| FIN | Finlande |
| FRA | France |
| DEU | Allemagne |
| GRC | Grèce |
| HUN | Hongrie |
| ISL | Islande |
| IRL | Irlande |
| ITA | Italie |

| | |
|------------|---------------------|
| JPN | Japon |
| KOR | Corée |
| LUX | Luxembourg |
| MEX | Mexique |
| NLD | Pays-Bas |
| NZL | Nouvelle-Zélande |
| NOR | Norvège |
| POL | Pologne |
| PRT | Portugal |
| SVK | République slovaque |
| ESP | Espagne |
| SWE | Suède |
| CHE | Suisse |
| TUR | Turquie |
| GBR | Royaume-Uni |
| USA | États-Unis |

Table des matières

| | |
|--|----|
| Résumé | 9 |
| Évaluation et recommandations | 11 |
| Chapitre 1. Évolutions récentes et principaux enjeux | 21 |
| Une croissance rapide s'est mise en place | 22 |
| L'économie est étroitement liée à la mondialisation | 25 |
| Quelques problèmes se posent du côté de l'inflation | 27 |
| Une attitude conservatrice prévaut pour l'entrée dans la zone euro | 28 |
| Les principaux enjeux | 29 |
| L'évolution dans les autres secteurs | 32 |
| Notes | 36 |
| Bibliographie | 38 |
| Annexe 1A.1. Progrès de la réforme structurelle | 39 |
| Annexe 1A.2. Thèmes traités dans les <i>Études</i> précédentes | 43 |
| Chapitre 2. Assurer la viabilité des finances publiques : évaluation des réformes récentes en matière de fiscalité et de dépenses publiques | 45 |
| Les déficits récemment enregistrés soulignent la nécessité d'objectifs plus ambitieux | 48 |
| Actions possibles pour améliorer le processus budgétaire de l'administration centrale | 50 |
| Les réformes sur le front des recettes sont substantielles | 52 |
| Des progrès et des projets ambitieux en matière de réforme des dépenses publiques | 57 |
| Financements de l'UE : des difficultés liées à l'absorption des dotations | 68 |
| Notes | 70 |
| Bibliographie | 72 |
| Annexe 2A.1. Sélection de mesures fiscales prévues par le train de réformes de 2007 | 74 |
| Chapitre 3. Remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences | 77 |
| Quelles sont les réserves de main-d'œuvre nationale ? | 79 |
| Progrès dans l'amélioration des conditions générales du marché du travail | 81 |
| Encourager les emplois atypiques | 83 |
| Cohortes de jeunes : encourager un bon équilibre entre travail et études | 84 |
| Femmes d'âge très actif : assurer les bonnes incitations pour concilier travail et famille | 85 |
| Cohortes de seniors : nécessité d'accélérer la réforme des retraites | 90 |
| Notes | 94 |
| Bibliographie | 95 |

| | |
|---|-----|
| Chapitre 4. La mondialisation et l'économie tchèque : quelle stratégie adopter ? | 97 |
| Quel rôle la mondialisation joue-t-elle dans l'économie tchèque ? | 99 |
| La mondialisation est facilitée par des coûts de main-d'œuvre favorables et une situation géographique avantageuse | 108 |
| Tirer le meilleur parti de la mondialisation : comment ajuster l'action gouvernementale ? | 112 |
| Notes | 123 |
| Bibliographie | 124 |

| | |
|----------------------------|-----|
| Glossaire | 127 |
|----------------------------|-----|

Encadrés

| | |
|---|-----|
| 1.1. La situation politique | 22 |
| 1.2. La stratégie tchèque d'entrée dans la zone euro | 29 |
| 2.1. Recommandations en vue d'assurer la viabilité des finances publiques | 46 |
| 2.2. Le ciblage budgétaire en République tchèque | 48 |
| 2.3. Le ciblage budgétaire en République tchèque | 49 |
| 3.1. Recommandations d'action pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences | 78 |
| 4.1. Recommandations d'action concernant les stratégies de mondialisation | 98 |
| 4.2. Une économie caractérisée par une forte tradition entrepreneuriale | 102 |
| 4.3. La sous-traitance industrielle en République tchèque | 105 |
| 4.4. L'importance grandissante des centres de services aux entreprises | 107 |
| 4.5. La mondialisation discipline-t-elle l'action macroéconomique ? | 112 |
| 4.6. Observations internationales sur l'efficacité des incitations à l'investissement | 116 |

Tableaux

| | |
|---|-----|
| 1.1. Évolution récente et prévisions (<i>Perspectives économiques</i> , n° 82, décembre 2007) | 24 |
| 2.1. Programmes opérationnels créés pour absorber les dotations du budget 2007-13 de l'UE | 69 |
| 3.1. Congé parental et aide financière aux familles | 87 |
| 3.2. Options de préretraite et de retraite différée dans le système de pension vieillesse | 92 |
| 3.3. Conditions actuelles et prévues d'admissibilité à des pensions d'invalidité | 94 |
| 4.1. Échanges intrabranche pour l'ensemble du secteur manufacturier | 102 |
| 4.2. Principales catégories d'exportations et d'importations | 103 |
| 4.3. Indicateurs de la productivité et des coûts | 111 |
| 4.4. Vue d'ensemble des programmes publics d'incitations à l'investissement | 115 |

Graphiques

| | |
|--|----|
| 1.1. Évolution du PIB réel | 23 |
| 1.2. Évolution dans le secteur des ménages | 24 |
| 1.3. Évolution des exportations, des activités manufacturières, de l'investissement et de la balance courante | 26 |
| 1.4. Évolution des prix, des taux d'intérêt et du taux de change | 28 |

| | | |
|------|--|-----|
| 1.5. | Évolution budgétaire et problèmes à venir | 30 |
| 1.6. | Évolution de l'emploi et du chômage | 32 |
| 2.1. | Les estimations de déficit du ministère des Finances, octobre 2007 | 50 |
| 2.2. | Incidence sur le budget des dispositions du train de mesures budgétaires relatives aux impôts et aux cotisations sociales..... | 53 |
| 2.3. | Incidence du nouvel impôt sur le revenu des personnes physiques : cas d'un célibataire ayant opté pour une déduction forfaitaire | 55 |
| 2.4. | Effet net de la réforme des finances publiques sur les dépenses | 58 |
| 2.5. | Taux nets de remplacement du revenu | 62 |
| 2.6. | Implications budgétaires de l'augmentation progressive de l'âge de la retraite dans le cadre du système de retraite actuel | 63 |
| 2.7. | Évolution de l'âge de la retraite prévue par les dispositions législatives récentes | 63 |
| 2.8. | Taux de remplacement brut pour un individu entré dans le régime de retraite à 25 ans et rémunéré à hauteur de la moitié du revenu d'activité moyen | 64 |
| 3.1. | Taux d'emploi en République tchèque comparés à ceux des autres pays | 80 |
| 3.2. | Autres aspects des réserves de main-d'œuvre de la République tchèque | 81 |
| 3.3. | Taux d'emploi des cohortes de jeunes, % | 84 |
| 3.4. | Taux d'emploi des femmes d'âge très actif, % | 86 |
| 3.5. | Taux d'emploi des seniors, % | 91 |
| 4.1. | Configuration des échanges de biens et de services et de l'investissement | 100 |
| 4.2. | Échanges et population | 101 |
| 4.3. | Ventilation des opérations courantes, 2006 | 101 |
| 4.4. | Principales catégories d'exportations et d'importations, avec chacun des principaux partenaires commerciaux | 104 |
| 4.5. | Évolution de la structure des exportations de services | 106 |
| 4.6. | Évolution des prix à la consommation de certains produits exportables | 108 |
| 4.7. | Indicateurs de la distance et du potentiel du marché | 110 |
| 4.8. | Restrictivité de la réglementation des marchés de produits | 113 |
| 4.9. | Densité des réseaux de transport des pays européens | 120 |

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

La situation économique et les politiques de la République tchèque ont été examinées par le Comité le 19 mars 2008. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière des discussions et finalement approuvé par le Comité plénier le 2 avril 2008.

Le projet de rapport a été établi pour le Comité par Philip Hemmings, Zuzana Smidova et Alessandro Goglio, sous la direction d'Andreas Wörgötter.

La précédente Étude de la République tchèque a été publiée en juin 2006.

Ce livre contient des...



StatLinks

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

STATISTIQUES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, 2006

LE PAYS

| | | | |
|--|----|---|-------|
| Superficie (en milliers de km ²) | 79 | Villes principales, 31 décembre (en milliers d'habitants) | |
| Agricole (%) | 54 | Prague | 1 188 |
| Forestière (%) | 34 | Brno | 367 |
| | | Ostrava | 337 |

LA POPULATION

| | | | |
|--|--------|----------------------|-------|
| Population (en milliers) | 10 287 | Emploi (en milliers) | 4 811 |
| Nombre d'habitants par km ² | 130 | Secteur agricole | 4 |
| Accroissement naturel de la population (en milliers) | 1 | Secteur industriel | 40 |
| | | Secteur des services | 56 |
| Immigration totale (en milliers) | 35 | | |

LE GOUVERNEMENT

| | | | |
|--|----|---------------------------------|------------------|
| Consommation publique (% du PIB) | 21 | Chambre des députés, avril 2006 | Nombre de sièges |
| Recettes courantes du secteur public (% du PIB) | 41 | Parti social démocrate tchèque | 70 |
| Déficit du secteur public (% du PIB) | 3 | Parti démocratique civique | 57 |
| Dette publique définie par Maastricht (% du PIB) | 30 | Parti communiste | 41 |
| | | Union démocrate chrétienne | 21 |
| | | Union pour la liberté | 10 |
| | | Indépendant | 1 |
| | | Total | 200 |

LA PRODUCTION

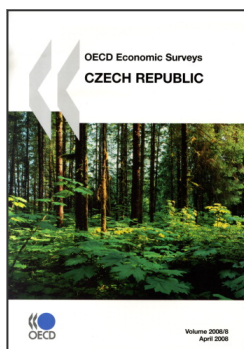
| | | | |
|--|--------|---|----|
| PIB, prix courants (en milliards de CZK) | 3 232 | Composition de la production (% du PIB) | |
| PIB par habitant (USD, prix courants) | 13 930 | Agriculture | 3 |
| Formation brute de capital fixe (% du PIB) | 25 | Industrie | 38 |
| | | Services | 59 |

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

| | | | |
|--|----|--|----|
| Exportations des biens et de services (% du PIB) | 76 | Importations des biens et de services (% du PIB) | 73 |
| Principales exportations (% du total) | | Principales importations (% du total) | |
| Machines et matériel de transport | 53 | Machines et matériel de transport | 43 |
| Produits manufacturés | 31 | Produits manufacturés | 32 |
| Produits chimiques | 6 | Produits chimiques | 11 |

LA MONNAIE

| | | | |
|----------------------------------|-------|----------------------------|-------|
| Unité monétaire : Koruny tchèque | | Unités monétaires par euro | |
| Unités monétaires par USD, 2007 | 21.35 | Année 2007 | 28.15 |
| | | Février 2008 | 25.34 |



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Czech Republic 2008

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2008-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « La mondialisation et l'économie tchèque : quelle stratégie adopter ? », dans *OECD Economic Surveys: Czech Republic 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-cze-2008-6-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.